

*CHIITES SUNNITES, LE MONDE MUSULMAN,  
LE MOYEN-ORIENT ET L'OCCIDENT*

\*

2<sup>ème</sup> partie

\*

*CHIITES-SUNNITES, UN CONFLIT RÉACTIVÉ ET RECYCLÉ  
DANS CEUX DU CAPITALISME MONDIALISÉ*

<i>DE L'ANCIENNETÉ DES CONFLITS RELIGIEUX</i>	2
<i>LES NEOCONSERVATEURS ET LA GUERRE INTELLIGENTE</i>	4
<i>LES MOYEN-ORIENT DES NEOCONSERVATEURS, ADORATEURS D'ISRAEL</i>	7
<i>L'IRAK AVANT LA GUERRE AMERICAINE DE 2003</i>	10
<i>L'INTERVENTION AMÉRICAINNE QUI FAIT EXPLOSER, EN IRAK, LA GUERRE CHIITES CONTRE SUNNITES</i>	14
<i>LA GUERRE CHIITES SUNNITES EN EXPANSION</i>	18
<i>EN IRAK</i>	18
<i>AU LIBAN (Hezbollah)</i>	19
<i>EN PALESTINE (Hamas)</i>	23
<i>EN SYRIE</i>	27
<i>A BAHREÏN</i>	29
<i>AU YÉMEN</i>	30
<i>EN ARABIE SAOUDITE</i>	34
<i>LES CHIITES, LE MONDE MUSULMAN, LE MOYEN-ORIENT ET L'OCCIDENT</i>	35
<i>REVOLUTION ET CONTRE REVOLUTION DANS LE MONDE ARABE</i>	39
<i>Bibliographie</i>	43
<i>Carte</i>	44

---

*En complément, mis en annexe, une  
Chronologie explicative au Moyen-Orient*

## *DE L'ANCIENNETE DES CONFLITS RELIGIEUX*

Comment expliquer qu'un conflit, celui qui oppose les musulmans chiïtes aux musulmans sunnites, commencé il y a quatorze siècles, perdure et anime aujourd'hui avec une force et une violence spectaculaires la guerre qui les oppose ? Car, tout de même, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts, notamment au cours des dernières décennies. Les pays concernés ont connu la colonisation, puis la décolonisation, les indépendances, et ils ont été traversés par des mouvements nationalistes, par des mouvements se disant socialistes (parce que leurs dirigeants avaient trouvé dans l'URSS un allié de circonstance contre la puissance dominante de l'impérialisme). Et malgré tous ces mouvements, toutes ces transformations, une guerre active entre chiïtes et sunnites est réapparue, au 21<sup>e</sup> siècle, avec les mêmes mots, les mêmes idées, semble-t-il, que ceux et celles de l'époque d'Ali, le fils du prophète, le premier imam, au 7<sup>ème</sup> siècle.

Cette situation semble, de nos jours, faire de l'islam et de la religion musulmane un cas particulier, possédant un caractère arriéré, incapable de se moderniser, ou comme le disent certains intellectuels, incapable d'accepter la démocratie. Mais nous allons écartier bien vite cette idée. Car il n'y a pas besoin de chercher bien loin pour trouver une situation si ce n'est de guerre, du moins de détestation profonde et d'oppression active d'une religion envers une autre qui en est proche. C'est en effet le cas du christianisme, qui, pendant un millénaire et demi, n'a cessé d'accuser les juifs et le judaïsme d'être un peuple déicide.

On nous objectera peut-être que judaïsme et christianisme sont des religions différentes, tandis que chiïtes et sunnites sont des branches d'une même religion. C'est très discutable. En réalité, on peut considérer que chiïsme et sunnisme sont des religions différentes, tant le contenu réel de chacun est éloigné de l'autre, et c'est ce que fait Antoine Sfeir (*L'islam contre l'islam*). Et l'on peut, à l'inverse, dire que christianisme et judaïsme sont au fond assez proches. Faut-il rappeler que Jésus est né juif ?

En fait, ce sont les trois monothéismes, dans l'ordre d'apparition judaïsme, christianisme et islam qui sont totalement parents. Au point que chaque nouvelle a dû cultiver sa différence. Le mur des lamentations des juifs, le saint-sépulcre des chrétiens et la mosquée d'Omar, lieux sacrés, sont tous à Jérusalem. Les juifs célébraient le seigneur le samedi, les chrétiens prennent le lendemain, les musulmans la veille. Les juifs priaient debout, les chrétiens se mettent à genoux, les musulmans prosternés. Les juifs se couvraient la tête, les chrétiens se découvrent, les musulmans se déchaussent. Ce sont là bien plus des points communs que des différences. Et il en est de même en ce qui concerne la considération envers les femmes, envers les autres religions.

L'accusation des juifs d'être un peuple tueur de Dieu, peuple déicide, débute dans le Nouveau testament. Elle se poursuit avec le grand théoricien de la chrétienté Augustin, et elle s'étend sur des siècles. Il faudra l'holocauste, la tentative d'extermination des juifs d'Europe au cours de la seconde Guerre mondiale, pour que, 17 ans après cette guerre et 14 ans après la naissance de l'Etat d'Israël, le concile Vatican II décide, en 1962, que non, les Juifs ne sont pas responsables de la crucifixion du Christ.

Entre temps, l'oppression menée par la chrétienté envers les juifs aura duré, à travers les siècles, par-delà le Moyen-Âge, la Renaissance, les monarchies absolues, les nationalismes, la bourgeoisie triomphante, son système capitaliste et sa version fasciste incluse. Et il serait naïf de croire que ce qui a été écrit lors de Vatican II a définitivement ou complètement réglé ce contentieux millénaire.

Ce n'est donc pas une spécificité de l'Islam que de faire perdurer sur des siècles une querelle religieuse. Cela semble au contraire inhérent à l'existence même des religions. L'extermination des juifs voulue par Hitler n'était pas du tout une folie inventée de toute pièce par un maniaque au pouvoir. Elle s'inscrivait dans la lignée même de ce qu'avait déjà fait l'Eglise catholique : *"Depuis mille cinq cents ans, l'Eglise a considéré les Juifs comme des parasites et les a relégués dans des ghettos. Elle savait ce que valaient les Juifs. J'apporte ma contribution à ce qui a été fait depuis mille cinq cents ans"* (Adolf Hitler).

L'antisémitisme chrétien aura servi et resservi les pouvoirs durant des siècles. Pour Hitler aussi, il s'agissait de sauver une forme de pouvoir. Ce qui était en jeu, dans l'Allemagne du début des années 1930, c'est l'existence même du capitalisme, en crise grave depuis 1929. Une crise d'une ampleur nouvelle et que les défenseurs du système n'avaient pas su suffisamment envelopper de discours protecteurs, ce qui orientait dangereusement une partie des masses populaires et petites bourgeoises contre lui. Hitler avait senti la rage de cette hostilité, et avait tout fait pour en déplacer la cible, l'orientant vers le juif, pour ne pas que soit touché au cœur le capitalisme lui-même. Reprenant l'ancien antisémitisme qui dénonçait le juif marchand, ou le juif usurier, il l'a modifié pour dénoncer ce qu'il a appelé de manière fort opportune le « *capitalisme juif* ».

En récupérant le vieil antisémitisme de l'Europe chrétienne, en l'actualisant pour l'adapter à la situation et aux drames de l'Allemagne et de la société allemande, Hitler a fait preuve d'une maîtrise basée sur une compréhension des soubassements et des non dits qui agitent les esprits dans une société en crise. Le capitalisme responsable de la crise n'avait pas de visage, pas de nom propre. Hitler lui a donné un visage, des noms, et ses intellectuels vont s'attacher à faire en sorte que tout un chacun sache reconnaître le juif, ce profiteuse, ce traître, ce suceur de sang chrétien, le responsable de la situation insensée de ces années folles.

Dans le conflit chiites sunnites, nous verrons plus loin pourquoi et comment c'est en Irak que la guerre de religion s'est rallumée à notre époque. Des décisions américaines en ont été la cause essentielle. Mais dans le cas de l'Irak et de cette intervention américaine en 2003, il semble bien que ceux qui ont allumé le feu, non seulement n'ont rien vu venir, mais n'ont même pas entrevu qu'il y avait une possibilité d'embrasement et de perte totale de contrôle de la situation. Les nazis allemands se sont montrés de meilleurs maîtres dans l'art de manipuler les vieux contentieux religieux. En procédant, par exemple, à l'extermination industrielle des juifs d'une manière semi-clandestine, en camouflant cette activité et en faisant en sorte qu'elle n'existe pas officiellement du moins aux yeux de la population allemande, ils ont sans doute voulu éviter justement que les choses leur échappent, que la population elle-même - que ce soit par excès de zèle, ou par emportement raciste -, se lance dans sa propre activité de nettoyage ethnique. Les premières actions des nazis avaient en effet pu connaître des sursauts d'enthousiasme de la part de certaines fractions de la population.

A l'inverse, les Américains qui ont décidé d'intervenir en Irak en 2003, se sont révélés des incultes et des incompetents. Ils seront les premiers surpris de la virulence de l'explosion qui va opposer chiites et sunnites suite à leur intervention.

### *LES NEOCONSERVATEURS ET LA GUERRE INTELLIGENTE*

C'est un courant politique un peu particulier qui porte la responsabilité de ce qui s'est passé en Irak ; ce courant a été nommé « néoconservateur ». Les néoconservateurs sont nombreux autour de GW Bush. Lorsque, le 20 mars 2003, celui-ci lance l'opération militaire contre l'Irak, pour ceux qui sont aux commandes de l'impérialisme américain, ce doit être le point de départ d'un nouvel ordre mondial. Un ordre où ils se voient seuls à diriger et à aménager la planète, telle qu'ils la souhaitent et telle qu'ils l'imaginent.

Il faut se souvenir qu'à ce moment de l'histoire, le monde vient de connaître un tournant : l'effondrement, en 1991, de l'URSS et du bloc de ses pays satellites en Europe de l'Est. Cette fin de l'URSS et de ses satellites a d'un coup, privé tous les mouvements qui avaient tenté de tenir tête au camp de l'impérialisme américain en demandant aide et protection à l'URSS. Tous, de Cuba à l'OLP, aux quatre coins de la planète, se retrouvent sans plus aucun soutien, isolés, en danger et sur la défensive.

L'URSS s'effondrant en 1991, le capitalisme exulte de joie, et personne n'ira trop regarder par qui et comment cet effondrement a été en réalité obtenu. On s'en tient à la version d'une URSS qui s'effondre seule, de l'intérieur, démontrant ainsi l'incapacité même de son système, et du coup, la validité du système capitaliste.

On ne crie pas sur les toits que le coup final aura été porté par des jihadistes islamistes, armés, entraînés, organisés par les Etats-Unis, financés par son alliée l'Arabie saoudite, soutenus par d'autres islamistes, pakistanais. C'est eux qui, en 1989, réussissent à chasser l'URSS et son Armée rouge d'Afghanistan, après neuf années de guérilla. Et c'est eux qui vont se considérer, à tort ou à raison, comme les véritables héros, ceux à qui revient la victoire sur l'URSS, puissance mondiale présentée alors comme équivalente aux USA. Et c'est là que se met en place le bouillon de culture, d'idées et de pratiques qui va aboutir au 11 septembre 2001, à Al Qaïda et à l'Etat islamique.

Suite à la victoire apparemment fantastique qu'est l'effondrement de l'URSS, une tendance se forme donc dans l'appareil dirigeant américain, tendance qu'on appellera les néoconservateurs. Pour les néoconservateurs, ce n'est pas seulement l'URSS qui est finie, l'histoire est finie, et doit maintenant régner en maître la suprématie américaine. Ce sont déjà quelques uns de ces « néocons » qui, sous Reagan, avaient pensé et mis au point la stratégie de guérilla menée en Afghanistan par les islamistes contre l'URSS. Ils se considèrent donc comme les penseurs du monde nouveau.

C'est leur idée que la CIA a appliquée en appuyant les opérations et en finançant, avec l'argent des pétromonarchies du Golfe, les moudjahidines afghans qui ne supportent pas un gouvernement pro soviétique ; en aidant aussi les jihadistes de divers coins du monde à les rejoindre : arabes, pakistanais, indonésiens, et même des beurs. Grâce à quoi, le 15 février 1989, Gorbatchev faisait replier ses soldats, qui étaient venus soutenir, en 1979, un gouvernement pro soviétique en situation un peu trop fragile. Ce retrait militaire est le début

de la fin pour l'URSS, déjà bien affaiblie par la guerre économique qu'a constitué la course aux armements que lui ont imposée les Etats-Unis.

Dans cette course aux armements, il y avait la même stratégie d'usure contre l'URSS. L'objectif américain était de chercher les moyens de faire céder le bloc soviétique. L'idée était d'Albert Wohlstetter (1913-1997). Dès 1953, sous le président Eisenhower, on avait ainsi décidé de battre l'URSS en modifiant la donne sur le plan militaire. L'URSS avait montré, pendant la Seconde Guerre mondiale, sa capacité à tenir et à vaincre par les moyens classiques : soldats obéissants et disciplinés, armées numériquement nombreuses. Et l'URSS avait même gagné la guerre sur le champ de bataille européen, c'est elle qui était parvenue à Berlin la première.

Wohlstetter a donc proposé un autre choix, celui des « armes intelligentes », de manière à battre l'URSS. Il s'agissait de développer non plus la quantité – ce qu'avaient également fait les Etats-Unis lors de la seconde Guerre mondiale - mais la qualité. Le combattant devrait devenir un guerrier intelligent et créatif et non plus un être obéissant. Avec de nouveaux matériels et ces hommes nouveaux, on visera des objectifs très précis, au lieu de procéder à des bombardements massifs, plus ou moins aveugles. Tout ceci demandera énormément d'investissements, de recherche, et beaucoup de temps pour que cela soit mis au point. Wohlstetter va travailler au sein de l'industrie d'armements américaine, à la Rand Corporation, pendant 13 années d'affilée, de 1949 à 1962. Sa guerre, c'est très exactement la guerre que nous voyons, menée par les Américains depuis le 11 septembre 2001.

Une expérimentation de ce type d'armements a déjà en fait été menée en Afghanistan, puisque les Américains ont offert aux combattants islamistes des missiles sol-air Stinger, qui déciment l'aviation soviétique, les préservent de subir sinon de lourdes pertes, et leur permettent de tenir neuf années face aux Soviétiques. Puis ce sera la guerre de libération du Koweït, en 1991, l'opération Tempête du désert. La doctrine Wohlstetter est appliquée de manière plus systématique, grâce à l'avancement de la recherche militaire et les inventions qui en sont sorties. Le monde découvre, largement montrée à la télévision, la pratique des bombardements « ciblés », avec des images identiques à celles des jeux vidéos.

Wohlstetter connaît de son vivant une dernière application de sa doctrine dans l'ex-Yougoslavie. Clinton, après une période d'hésitation, va se ranger aux idées de Wohlstetter et de Wolfowitz, pour qui la morale comme la stratégie imposent aux Américains d'intervenir contre les Serbes, en soutien aux Bosniaques puis aux Kosovars.

Du 30 août au 20 septembre 1995, sous la direction de l'Otan, une première opération prend la forme d'une campagne de bombardements aériens sur la Bosnie, pour viser les troupes de la République serbe de Bosnie, qui menacent des zones contrôlées par l'ONU. Il y aura 3515 sorties aériennes : sur 1026 bombes et missiles, 726 sont des armes de précision. Les Serbes vont alors accepter de négocier, à Dayton, aux Etats-Unis. Trois ans et demi plus tard, du 23 mars au 10 juin 1999, l'Opération Allied Force est une suite de bombardements, menée sous la direction de l'OTAN. On comptera un total de 58 574 sorties aériennes, touchant pour l'essentiel l'industrie, avant de faire plier la Serbie.

Les Etats-Unis semblent alors accéder au statut de super puissance mondiale, une puissance qui semble prête, avec une gigantesque longueur d'avance, à affronter toute puissance régionale qui voudrait lui tenir tête.

Grosse erreur ! Les Américains sont aveuglés par l'effondrement de l'URSS. Ils en ont oublié que, progressivement, régulièrement, leur domination sur le monde n'a cessé de reculer depuis l'apogée de la Seconde Guerre mondiale. Et ils ne voient pas qu'en Afghanistan, ils ont formé un adversaire, lui ont appris à prendre confiance en lui, en réussissant à combattre la super puissance soviétique. A ce futur adversaire, ils ont expliqué un certain nombre des points liés à la doctrine militaire américaine. Ils auront la preuve de cet apprentissage réussi avec le lancement d'armes ultra-précises, les avions de ligne pilotés par les djihadistes d'Al Qaïda, qui visent le Pentagone et les tours du World Trade Center, à New York, le 11 septembre 2001.

Mais loin, très loin de voir et de comprendre qu'ils ont en face d'eux, déjà bien avancée et mise au point, une réponse à la doctrine Wohlstetter, ils vont vouloir au contraire utiliser l'attaque du 11 septembre pour mettre en application l'ensemble du programme néoconservateur en matière de politique étrangère. Et ils vont vouloir le faire en utilisant leurs armements de précision à une échelle bien plus considérable encore qu'en ex-Yougoslavie.

C'est Clinton qui préside aux Etats-Unis lors des interventions en ex-Yougoslavie. Or, contrairement à son prédécesseur Reagan, Clinton n'a fait aucune place aux néo-conservateurs. Ils avaient connu leur heure de gloire, avec, coup sur coup, le retrait de l'Armée rouge d'Afghanistan (15 février 1989), la chute du mur de Berlin (16 novembre 1989), et finalement, l'arrivée au pouvoir en URSS d'Eltsine, qui enterrera l'idée socialiste. C'est pour eux l'apothéose. Ils estiment avoir gagné contre l'« Empire du Mal » des soviétiques, mais aussi contre la ligne traditionnelle de l'administration américaine plus prudente, qui comptait sur un lent essoufflement de l'URSS. Eux ont attaqué l'URSS et voilà le résultat.

Mais, l'arrivée de Clinton à la présidence les met sur la touche. Aigris de ce que le pays ne leur rende pas ce qu'ils estiment être leur dû, ils poursuivent leur travail théorique. Selon eux, la fin de l'URSS a totalement changé la donne. Fini le temps des équilibres avec une URSS disparue, l'heure est à une offensive générale au nom des valeurs du Bien, valeurs qui coïncident avec les intérêts des USA. Il ne faut donc surtout pas que l'on ralentisse la politique d'armements, comme la fin de l'URSS semble le permettre, mais au contraire que le pays obtienne une capacité militaire inégalée, et qu'il consacre jusqu'à un quart de son PIB à l'industrie de défense. Grâce à ce gros bâton américain, les USA pourront faire pression sur toutes « *les dictatures de droite et de gauche* », pour les amener à la mise en place des valeurs démocratiques.

*« Washington se doit au contraire d'exercer une "hégémonie bienveillante" sur l'univers, dans laquelle il n'y a aucune place réelle pour la négociation ou le compromis. Les "nations civilisées" se rangent sous son égide, pour leur bien et celui de l'humanité ; les autres ne sont que des voyous qui doivent s'attendre un jour ou l'autre à encourir la foudre s'ils ne se repentent ni ne se rachètent ».* Telle est la vision des néoconservateurs, exprimée par Gille Képel (Fitna).

Un groupe de réflexion et de travail est formé autour de cette idée en 1997, par Bill Kristol, (un ancien trotskyste américain) et Robert Kagan. Il prend pour nom « *Projet pour un nouveau siècle américain* ». Ils ont le soutien de Dick Cheney, futur vice-président auprès de W.G Bush, Donald Rumsfeld futur chef du Pentagone, Richard Perle conseiller à la Défense, Zalmay Khalilzad, qui aura en charge le dossier afghan.

## LE MOYEN ORIENT DES NEOCONSERVATEURS, ADORATEURS D'ISRAEL

Cette équipe va puiser également des idées dans le « *clash des civilisations* » de Samuel Huntington, publié en 1993. On y lit que « *le monde de l'islam, en forme de croissant, a des frontières sanglantes* ». Comme l'explique Képel dans Fitna, le succès de cette vision est affaire de circonstance. « *Elle advient au moment idoine pour permettre le transfert sur le monde musulman de l'hostilité stratégique héritée des décennies de la guerre froide, au moment où l'arsenal accumulé contre la menace soviétique doit se redéployer et se redéfinir face à un nouvel ennemi* ». Et la mouvance néoconservatrice va opérer ce transfert : nous avons réussi à transformer l'URSS en y imposant un fonctionnement démocratique, nous ferons de même avec le monde musulman, qui devra se rallier à notre modèle occidental.

En fait, quand ils disent démocratie, les néoconservateurs sont loin de penser pouvoir ou même parole à la population. Non, ce qu'ils veulent juste changer, c'est la forme du pouvoir dans le monde arabo-musulman. Presque partout, celui-ci est une forme ou une autre de dictature, menée par une équipe qui reste inchangée ou qui se succède à elle-même par voie familiale. C'est cela qu'il faut changer, et ainsi permettre que les élites de ces pays soient représentées par divers partis, qu'ils puissent se succéder à la tête du gouvernement... comme cela se passe d'ailleurs aux USA eux-mêmes. Les néoconservateurs dénoncent donc, dans des termes parfois empruntés à l'extrême-gauche, la corruption au Moyen-Orient, la recherche de la rente pétrolière par la couche dirigeante, et ils ajoutent aussi l'autoritarisme du pouvoir qui empêche les jeunes entrepreneurs de réussir et de se faire une place.

En Israël, les néoconservateurs ont confiance dans le Likoud et en Benjamin Netanyahu. Ils lui écrivent pour dire leur absence complète de confiance dans les partenaires arabes qui négocient avec Israël. Et ils lui proposent une autre stratégie que le processus de paix, où Israël devrait concéder des terres en échange d'une paix. Ils préconisent l'élimination de Saddam Hussein en Irak, pour le remplacer par un membre de la famille régnante de Jordanie. En échange de ce service rendu à la monarchie hachémite, on pourrait obtenir d'elle, une fois qu'elle contrôlerait les lieux saints chiites en Irak, qu'elle intervienne pour aider en retour Israël à se défaire de l'encerclement des chiites : le Hezbollah au Liban, le pouvoir pro chiite en Syrie, et l'Iran lui-même. Ils proposent donc qu'Israël s'allie avec la Jordanie et avec la Turquie.

Les néoconservateurs sont tout à fait conscients que si Israël est menacé par les pays arabes, c'est d'abord parce que leurs dirigeants, par démagogie, font d'Israël le principal responsable des malheurs que peuvent connaître leurs populations. Avec des nouveaux régimes, qui respecteraient les formes démocratiques, cette démagogie n'aurait plus cours. Ces nouveaux dirigeants, s'appuyant sur des élections qui leur auront donné une légitimité, n'auront plus besoin de mobiliser contre Israël. Mieux encore, une bonne relation avec l'Etat hébreu permettra aux meilleurs des pays arabes, les entrepreneurs, de travailler en partenariat avec Israël, et de gagner ainsi en prospérité.

Selon Képel, « *dans la vision du monde néoconservatrice, il existe une sorte d'homothétie entre le destin des juifs et celui des chiites. (...) Les deux peuples persécutés ont dû la sauvegarde de leur identité à un attachement viscéral à leurs saintes Ecritures, et ont valorisé à l'extrême le rôle des clercs, rabbins d'un côté, ayatollahs de l'autre, garants de leur pérennité menacée* ».

En réalité, derrière cette stratégie, en ce qui concerne Israël, c'est une vision quasi religieuse qui anime la manière de voir des néoconservateurs américains. Il faut savoir qu'aux Etats-Unis, existe un monde très particulier, tout à fait étrange pour des Européens : ce sont les chrétiens sionistes, encore dénommés la Droite chrétienne. Ils sont de l'ordre de 60 millions de personnes (selon le documentaire de William Karel, *Le monde selon Bush*) à soutenir Israël d'une manière absolue et inconditionnelle, allant jusqu'à afficher l'étoile de David sur la cravate, se réunissant très régulièrement, apportant une aide financière à l'Etat hébreu, ou du moins à ses politiciens, surtout lorsqu'ils sont de droite.

Voici leur croyance. Selon eux, Dieu a donné la terre d'Israël à Abraham et au peuple juif, et « *chaque grain de sable de cette terre appartient au peuple juif* ». Les Israéliens ne doivent donc rien céder. Israël doit exister et rester vivant et entier jusque la fin des temps. Ainsi, pour l'avoir soutenu et avoir soutenu la volonté divine, ils iront, eux, au paradis. Par contre, si Israël disparaissait en tombant aux mains des musulmans, nous finirions tous en enfer.

Attention, ces gens restent en même temps chrétiens. Ils pensent que le peuple juif est spirituellement aveugle, puisqu'il a rejeté Jésus. Pour eux, la victoire d'Israël mènera en fait au triomphe final de la chrétienté ; au terme de la bataille finale entre le Bien (les chrétiens et les juifs) et le Mal (les musulmans et les autres), beaucoup de juifs se convertiront au christianisme. Mais les non croyants seront damnés et périront.

Ils sont donc des supporters acharnés d'Israël, bien plus nombreux que le fameux lobby juif américain, avec lequel existe une alliance. Ils ont ovationné Sharon, comme l'homme que Dieu avait choisi pour accomplir les prophéties de la fin des temps. Les néoconservateurs aux commandes sous WG Bush semblent tous en accord avec ces idées. Pour Wolfowitz, sous-secrétaire d'Etat à la Défense, ce qui est bon pour Israël est bon pour les Etats-Unis, et réciproquement. Certains opposants aux néoconservateurs ont pu dire qu'ils avaient traité Israël comme s'il s'agissait du 51<sup>ème</sup> Etat des Etats-Unis.

C'est donc un monde idyllique, pourvu que le capitalisme et sa démocratie « normales » puissent régner, que promettent les néoconservateurs au Moyen-Orient. Et pour eux, la première pièce à abattre, pour en arriver là, c'est Saddam Hussein. Le chef de l'Irak abattu, les autres pays arabes se sentiront affaiblis, et accepteront plus facilement les options préconisées par les Etats-Unis. Saddam Hussein a fait subir à sa population des épreuves terribles. Que les Etats-Unis viennent le châtier est chose normale, morale, nécessaire, et sera applaudie de tous.

Ce n'est pas tout. Sur le plan économique, l'Irak débarrassé de Saddam Hussein, ce sont cinq millions de barils de pétrole irakien par jour qui pourront venir sur le marché. Cela permettra de faire pression sur l'Arabie saoudite, lui enlèvera un peu de son arrogance (le pays sert de « robinet » pour réguler les prix du pétrole mondial). Et il sera ainsi possible d'obliger ce pays lui aussi à se réformer. Enfin, en éliminant Saddam Hussein, qui avait donné le monopole du pouvoir en Irak à des sunnites, on pourra restaurer la grandeur des lieux saints chiites (Najaf, Kerbala), et donner plus de place au rayonnement du chiisme ; ce qui, là encore, pourra servir de contrepoids à la domination des pétromonarchies toutes dirigées par des sunnites, et suspectes d'accointances avec les islamistes, comme l'Arabie saoudite ou le Qatar.



L'Irak « normalisé », pourra utiliser plus normalement la richesse de son pétrole. Le pays pourra pleinement s'insérer dans la mondialisation de l'économie capitaliste, qui a réussi en Asie du sud-Est, mais n'a pas touché le monde musulman. Comme en Asie, pourront se développer de nouvelles classes moyennes, cultivées, modernes. Et cet exemple réussi ne manquera pas de galvaniser toutes les populations arabes pour suivre la voie américaine.

L'Irak débarrassé de son dictateur, la voie lui est évidemment ouverte pour la démocratie. Les néoconservateurs le voient comme une évidence. Ils ont en tête ce qui s'est produit au début des années 1990, dans l'Europe de l'Est, lorsque le – soi-disant – communisme s'est effondré : il a été immédiatement et comme automatiquement remplacé par la démocratie et le capitalisme.

Ce sera là une faille pour les néoconservateurs. Ils font un peu trop le parallèle entre ce qui s'est passé au lendemain de la chute du mur de Berlin en Europe de l'Est et la situation au Moyen-Orient. En Europe, il a suffi que les gens s'en prennent au parti unique au pouvoir. Aussi, se donnent-ils comme objectif d'éradiquer l'appareil du pouvoir en Irak, le parti Baas. Le moyen de la réussite tient donc, pour les « néocons », à l'utilisation des « armes intelligentes » que possèdent les Etats-Unis, au lieu des sanctions et de l'embargo américains, qui touchent la société et renforcent le pouvoir de Saddam Hussein. Pour eux, c'est là une politique d'hésitation molle, et sans aucune chance de succès.

Dernier point important dans leur stratégie, les néoconservateurs sont pour mettre au pouvoir en Irak des chiites. Cela répond à plusieurs calculs : celui de ne plus avoir à compter d'une manière essentielle sur l'Arabie saoudite pour le pétrole, car ce pays a fourni la majorité des kamikazes du onze septembre. Celui plus large de donner une certaine place aux chiites dans la région, et comme ils sont majoritaires sur les rives du Golfe persique, cela sera une preuve de plus que c'est bien la démocratie qui avance. Pour finir, cette attitude permettrait d'ouvrir la possibilité de rétablir des relations avec l'Iran, pour le ramener dans le giron américain, après l'avoir maintenu à l'écart depuis 1979. Avec le succès de leur opération et l'extension de la démocratie, c'est un formidable nouveau marché qui s'ouvrira aux entreprises américaines dans la région, au lieu que celle-ci végète dans la pauvreté et la corruption.

Cerise sur le gâteau, le nationalisme arabe, définitivement brisé avec la fin de Saddam Hussein, son héros, n'aura plus la force de s'opposer à Israël, qui en sortira plus fort. Israël pourra alors négocier une paix avec tous les pays arabes, dans de bien meilleures conditions.

La théorie maintenant complète et mise au point, il ne reste plus aux néoconservateurs qu'à trouver le moyen de rendre son application urgente aux yeux des décideurs. Ils écrivent dans le New York Times un article expliquant que rien n'empêche Saddam Hussein de se doter d'un gigantesque stock d'armes de destruction de massives (en fait, ce seraient des armes chimiques), et qu'il ne suffit pas de le bombarder, il faut envoyer l'armée de terre et se saisir de lui. Il ne manque plus qu'une chose désormais, c'est une occasion qui justifie l'envoi de cette force sur le sol irakien. Le 11 septembre 2001 sera cette occasion.

Mais il n'est pas si simple de justifier une guerre, aux yeux de l'opinion. Dans l'immédiat, Ben Laden étant réfugié en Afghanistan, et l'Irak n'ayant aucun rapport avec lui, c'est l'Afghanistan qui subit les foudres américaines. Les armes intelligentes entrent en action : « *lors de l'offensive contre les Talibans à l'automne 2001 en effet, quelques groupes épars de "bérêts verts", les forces spéciales américaines présentes sur le terrain, équipées de*

*marqueurs laser et de téléphones satellitaires, commandent en temps réel à d'invisibles bombardiers de lancer des missiles téléguidés, ou bien des redoutables bombes "coupe-marguerites" (qui ravagent tout à la hauteur du sol). Elles anéantissent des ennemis distants de quelques dizaines de mètres des soldats amis, au moment où ils montent à l'assaut de leurs positions par vagues humaines ».* (Gilles Képel, Fitna)

Après l'Afghanistan, l'administration américaine menée par les néoconservateurs sous la présidence de Georges W. Bush, s'apprête à attaquer le cœur de son dispositif, l'Irak de Saddam Hussein. Comme l'ont proposé les néoconservateurs depuis un moment, elle l'accuse donc de disposer d'armes de destruction massive et de liens avec Al Qaïda.

La guerre commence. Cette fois, l'armement de précision semble faire de véritables miracles. Les « *armes intelligentes* » visent avec une précision inouïe le palais présidentiel, les ministères, les casernes, pendant que la population semble continuer à vivre normalement, circulant en voiture comme d'habitude dans les rues de Bagdad, et les soldats américains semblent préservés. Les néo-conservateurs sont aux anges. La machine de guerre américaine est enfin au travail au cœur du pays clé de la transformation impérialiste qu'ils souhaitent. Ils ne voient rien venir. Le ciel religieux va leur tomber sur la tête.

### *L'IRAK AVANT LA GUERRE AMERICAINE DE 2003*

Si l'on veut comprendre ce qui se passe lorsque les Américains débarquent en Irak, il faut avoir en tête quelques éléments essentiels. La population du pays est à majorité chiite, mais le pouvoir, dirigé par Saddam Hussein, est monopolisé par des sunnites. Les sunnites sont en minorité, mais en nombre assez important tout de même, peut-être 40% de la population à notre époque. Mais c'est eux qui dominent, depuis bien longtemps.

Du temps de l'empire ottoman, avant la Première Guerre mondiale, c'était la religion du suzerain turc. Lorsque cet empire s'effondre, c'est l'Empire britannique qui le remplace dans la région. Diviser pour régner : les Anglais vont s'appuyer sur la minorité arabe sunnite (20% de la population) et utilisent des chrétiens (Assyriens) comme force de police. Ils veulent mettre sur le trône irakien Faysal d'Arabie, un jeune roi sunnite, fils du chérif Hussein de La Mecque. « *L'Etat irakien, résumé Chaliand, se construit contre les chiites et les Kurdes* ». Mais en 1920, les chiites se révoltent contre l'occupation et la domination anglaise. Les Anglais devront retirer des troupes de leur joyau, les Indes, pour venir à bout de la répression contre les chiites irakiens. Désormais, les chiites seront vus par tous les pouvoirs en Irak comme un danger à surveiller de près.

En 1927, on découvre du pétrole dans le nord de l'Irak, près de Kirkouk. La CFP, Compagnie française des pétroles, l'anglo-néerlandais Shell, l'américain Esso et l'anglais BP, créent alors l'IPC, l'Irak Petroleum Company, qui va pouvoir contrôler tout le territoire. Forts de cette main-mise, les Anglais octroient à l'Irak une soi-disant indépendance sous leur contrôle en 1930. Mais un mouvement nationaliste se développe en Irak.

En 1958, c'est un général, Qassem, qui renverse le pouvoir royal. C'est la fin de la monarchie en Irak. Les officiers sunnites qui arrivent aux commandes se disent socialistes arabes, ce qui signifie surtout qu'ils recherchent un soutien de l'URSS sur le plan international. Ils vont utiliser l'argent du pétrole pour modifier la société, tenter de la moderniser. Les classes aisées traditionnelles des villes vont y perdre, certains s'exilent. Les

grands perdants seront les dignitaires religieux, qu'ils soient sunnites ou chiïtes d'ailleurs, qui ont de grosses propriétés terriennes. Le nouveau pouvoir compte sur la prise de leurs biens pour développer leur nouvelle politique, et notamment une réforme agraire. Qassem s'appuie même sur le parti communiste irakien, qui recrute dans le petit peuple chiïte des banlieues pauvres de Bagdad et dans le Sud du pays. S'était en effet développé en Irak, surtout parmi les chiïtes, un parti communiste de masse, chose assez exceptionnelle dans le monde arabe. Les marxistes qui avaient milité pour sa mise en place étaient pour beaucoup des membres de religions dominées, grecs-orthodoxes, juifs, chiïtes.

Cette période voit donc une attitude plutôt clémente de l'Etat envers les chiïtes. Mais Qassem est assassiné en 1963 par un nouveau coup d'Etat. Cette fois, c'est le parti Baas qui prend le pouvoir. Saddam Hussein est l'un des hommes forts du nouveau régime. Il se chargera en 1968 de la répression contre les opposants, aussi bien contre les nassériens que contre les communistes.

Ces opposants éliminés, Saddam Hussein va faire un usage particulier de la laïcité. Au nom de cette idée de laïcité, qui signifie l'absence de parti pris par le pouvoir politique pour une religion, Saddam Hussein va se proclamer laïque pour gommer et sa propre appartenance religieuse sunnite, et le fait qu'il ne va choisir que des gens de cette appartenance sunnite. Et il va systématiquement écarter de toute forme de pouvoir les chiïtes, qui sont pourtant en majorité dans la population. « *Le parti Baas s'assure pour de bon du pouvoir (...) en 1968 : il se réclame de l'arabisme et de la laïcité, une doctrine épousée également par les alaouites baasistes qui détiennent le pouvoir dans la Syrie voisine, et permet à une minorité confessionnelle de gouverner sans souffrir d'un déficit de légitimité par rapport à la majorité* » (Fitna, Kepel). Se dire laïque permet en effet de gommer l'appartenance religieuse, du moins dans les discours, alors que dans la réalité, le pouvoir est entre des mains d'une seule tendance religieuse, les sunnites.

Saddam Hussein va largement user de la manne pétrolière. Sur le plan international, il cherche à gagner les faveurs des populations arabes en finançant les courants d'opposition de l'époque, plutôt nationalistes et laïques, alors qu'au même moment l'Arabie saoudite paie ceux qui militent pour un wahabbisme tout ce qu'il y a de plus religieux. Saddam se voit en train de concurrencer l'Arabie pour devenir le phare du monde arabe, un monde qui ne se conçoit que sunnite. En Irak même, l'argent du pétrole sert à obtenir de nombreuses allégeances au régime, toujours dans le monde sunnite.

Lorsque la population iranienne renverse le shah, marionnette des Américains, et que s'installe au pouvoir l'ayatollah Khomeiny, un chiïte, l'évènement semble étrange pour le monde occidental, étonné de voir une révolution apparemment sociale déboucher sur un pouvoir religieux. Mais dans le monde musulman, l'impact est foudroyant : pour la première fois depuis des siècles, les chiïtes s'emparent d'un pays. Et quel pays ! Une puissance régionale, à la fois par la place géostratégique, puisqu'elle a des frontières communes avec l'ennemi soviétique, et par l'importance de son pétrole.

Or, Khomeiny ne se contente pas de prendre les destinées de l'Iran entre ses mains. Il s'adresse aux musulmans des autres pays, et il accuse les dirigeants d'être corrompus, puisque alliés des Etats-Unis, eux-mêmes principal soutien d'Israël, ce pays qui occupe la Palestine, une terre que l'Islam a conquise dès ses origines (le calife Omar, en 637). En 1980, Khomeiny s'adresse aux chiïtes d'Irak, pays donc où les chiïtes sont majoritaires, et les appelle à renverser Saddam Hussein.

Pour cette raison, mais aussi et surtout pour briller aux yeux des populations arabes, et apparaître au-dessus des autres dirigeants, Saddam Hussein déclare la guerre à l'Iran. Il croit le pays affaibli par la révolution qui l'a ébranlée. Il dispose d'un pays récemment modernisé et d'une armée relativement bien équipée, avec du matériel occidental, français notamment. Il sait avoir un soutien, si ce n'est ouvert, du moins bien réel, de l'Occident, qui a vu d'un très mauvais œil cette révolution iranienne s'emparer d'une des grandes productions du pétrole mondial.

Saddam Hussein prépare sa guerre en commençant par changer son discours. Il ne parle plus Unité des Arabes, panarabisme, mais Unité de l'islam, panislamisme. Le 22 septembre 1980, il attaque l'Iran. L'un de ses objectifs est d'obtenir une sécession d'une partie de l'Iran, peuplée d'Arabes et non de Persans, le Khuzestan. Saddam Hussein va puiser dans la vieille histoire qui a opposé Persans et Arabes. Il baptise son offensive Kadisiyya, du nom d'une conquête de l'Iran par les Arabes au 7<sup>ème</sup> siècle. De son côté, l'Iran en fait autant, en nommant ses contre offensives Kerbala 1, Kerbala 2, du nom de la première bataille sanglante entre chiites et sunnites.

Le bilan de la guerre sera terrible, car l'occident va jouer un jeu perfide consistant à aider en sous main l'un et l'autre pour faire durer le conflit, et affaiblir les deux puissances à la fois. Au bout de huit années de bras de fer, les positions militaires sont restées quasiment inchangées, mais les destructions sont incalculables, et les pertes humaines estimées par certains jusqu'à 1 500 000 personnes. Les deux pays sont exsangues et ruinés. La puissance montante de l'Irak est du passé. Et la révolution iranienne aura cher payé son audace.

Cette guerre nous oblige à réfléchir à la complexité des problèmes. Car on ne peut pas se contenter de dire qu'elle a opposé l'Irak sunnite à l'Iran chiite. Car l'Irak, s'il est effectivement aux mains et dirigé par des sunnites, est peuplé majoritairement de chiites. Et ceux-ci ont participé pleinement à cette guerre, jusqu'au bout. C'est même parmi eux que l'on trouve ceux qui ont payé le plus cher : *« La chair à canon des régiments de Saddam est faite de conscrits, nous dit Kepel, mais aussi d'engagés chiïtes, attirés par les primes versées par l'armée, issus de la gigantesque cité HLM d'une banlieue pauvre de la capitale baptisée d'abord medinet al thawra ("cité de la révolution") puis renommée en l'honneur du despote medinet Saddam ("Saddamville" », la Saddam City des articles de presse) ainsi que des zones déshéritées et marécageuses du Sud. Ils formeront les fantassins premiers sacrifiés sous la mitraille de leurs coreligionnaires iraniens, tandis que les régiments d'élite de la garde républicaine, les prétoriens du régime, sont composés de sunnites fidèles équipés des meilleurs armements, adaptés en particulier à la répression des soulèvements éventuels de la plèbe chiïte ».*

D'autres dimensions que la seule religion entrent donc en jeu. Il y a le fait que les Irakiens sont essentiellement des Arabes, et les Iraniens des Persans. Saddam Hussein ne cessera de dépeindre Khomeiny comme un Persan. Mais ce qui a certainement le plus joué dans cette guerre, c'est une forme de sentiment national. Ce sentiment était sans doute déjà bien présent dans les villes irakiennes, y compris celles des régions majoritairement chiïtes. Et puis, il ne faut pas oublier à quel point la guerre exalte au plus haut point tout nationalisme. Chaque coup reçu de l'ennemi le renforce, au détriment des autres sentiments, et il est bien difficile d'y résister. *« La grande saignée de cette guerre de huit ans a trempé le patriotisme de chacune des populations »,* résume Kepel.

Enfin, la religiosité n'est pas forcément la même selon l'histoire de chaque région. Si en Iran, le chiisme est implanté depuis le 15<sup>e</sup> siècle, où la dynastie safavide, on l'a vu, en a fait la religion d'Etat, en Irak, il est bien plus récent : la conversion au chiisme a eu lieu essentiellement au 19<sup>e</sup> siècle, lorsque des tribus nomades arabes sunnites se sont sédentarisées.

Mais la religion était aussi un risque et un enjeu. Au fil des combats, Saddam a fait construire des mosquées un peu partout, et il a mis en selle tout un personnel religieux pour contrer les discours religieux de l'Iran. Evidemment, dans ces conditions, se dire chiite en Irak n'est pas bien vu et les chiites doivent plus que jamais faire profil bas. Saddam Hussein va développer son discours religieux, oubliant totalement les idées laïques des débuts du parti Baas. En fait, il joue le rôle de général en chef du sunnisme face au danger chiite, en même temps que de l'Arabe face à l'étranger Persan.

Une fois la guerre avec l'Iran achevée, en 1988, Saddam Hussein ne veut pas prendre la mesure du recul terrible qu'a subi son pays. Il continue de se voir en chef arabe. Et comme chef, il ne supporte pas le chef en place, l'Arabie saoudite. L'Arabie saoudite se retrouve relativement plus forte dans la région, avec les reculs de l'Irak et de l'Iran, comme si cette guerre lui avait profité. Elle devient de ce fait, aux yeux de Saddam Hussein, le principal adversaire. Bagdad attaque la famille des Saoud, les traite d'imposteurs vendus aux Etats-Unis : c'est exactement le discours que reprendra bientôt Ben Laden. Et Saddam Hussein ouvre grand les bras en direction des Frères musulmans, qu'il avait auparavant persécutés, et les laisse revenir pour étendre leur influence dans les milieux sunnites, « *tout au long des années 1990, avec les encouragements du ministère des Biens religieux (waqf), se substituant aux instances d'encadrement du parti Baas, délitées, et, pour ce qu'il en reste, elles-mêmes en pleine réislamisation* » (Kepel).

C'est encore en prétendant chef du monde arabe que Saddam partira à la conquête du Koweït, en août 1990. L'une des raisons pour lesquelles il vise ce petit pays, c'est que le Koweït est celui qui le harcèle le plus pour qu'il lui rembourse les prêts d'argent venant des pétromonarchies qui l'ont aidé à tenir les huit années de guerre. Saddam Hussein a cru que l'Occident laisserait faire. Il a fait une erreur. C'est que l'URSS est sur le point de s'effondrer, elle le lâche et prend le parti du camp américain. Pire, les dirigeants du monde arabe, sans le soutien de l'URSS, ont tous honteusement suivi les Etats-Unis.

L'Irak va être écrasé par la coalition menée par les Américains, et ils vont l'éjecter du Koweït, début 1991. Mais sur le plan de la popularité dans le monde arabe, il en sort glorifié. Lorsqu'il est entré au Koweït, il a annoncé aux masses arabes qu'il partait reconquérir le pétrole qu'on leur volait. Et il a tenu seul face à une coalition internationale quasi mondiale, menée par la super puissance américaine. Il est vu, dans l'ensemble du monde arabe, comme un héros.

L'opération militaire avait été rondement menée, en six semaines à peine. Mais, une fois le Koweït repris, le père Bush, qui présidait alors les Etats-Unis, avait donné l'ordre aux armées de ressortir d'Irak, laissant Saddam Hussein au pouvoir. Il savait que l'Irak était un pays fragile. Il savait qu'au nord un mouvement kurde, et au sud une rébellion chiite menaçaient le pays d'éclatement. Et il n'a pas voulu prendre le risque que le pays ne passe entre des mains chiites – bien que les chiites représentent alors 60% de la population irakienne –, ce qui pourrait donner une bouffée d'oxygène à l'Iran. Il préserve donc Saddam Hussein.

En mars 1991, plusieurs villes chiites du Sud de l'Irak, encouragées par Téhéran, à un moment où Saddam Hussein semble fragilisé, se rebellent. Les discours et l'attitude américaine font croire un moment aux chiites qu'ils auront un appui américain. Il n'en sera rien. En fait, les USA craignent qu'une sécession chiite au sud de l'Irak ne renforce l'Iran, qui lui est mitoyen et dirigé par un pouvoir chiite hostile aux Américains. Ils laisseront donc Saddam Hussein mater la rébellion chiite dans le sang. Les autres pays arabes, dirigés par des sunnites, eux aussi effrayés d'une montée en puissance éventuelle de l'Iran, laissent faire également. Les pétromonarchies, en particulier, détestent Saddam Hussein, pour ce qu'il a fait en envahissant le Koweït. Mais elles craignent plus encore de voir le monde chiite monter en puissance dans la région.

Saddam Hussein est donc maintenu. Mais le pays est sous sanction, sous embargo, avec une zone au Nord de l'Irak qui lui échappe, et que les Américains vont réserver à des kurdes proches des néoconservateurs, ceux du PDK de Barzani. Dans le centre du pays, la situation des chiites est de plus en plus précaire. Une lignée de clercs chiites va alors jouer un rôle : il s'agit de deux cousins, Baqir al Sadr, puis Sadiq al Sadr. Le premier sera assassiné par les services secrets de Saddam en 1980, le second en 1999. Ils vont développer, l'un après l'autre, un intense travail militant, social, parmi les chiites pauvres de la banlieue de Bagdad ; ils créent des réseaux d'associations de bienfaisance, mobilisent les petits prédicateurs de quartier, les collecteurs du quint – l'impôt religieux des chiites - , des mollahs de base venant de milieux déshérités, qui essayent de réagir aux difficultés qui se multiplient du fait de l'embargo américain. C'est de ce travail que sera également issu Moqtada al Sadr, fils de Sadiq al Sadr, qui jouera en 2003 le rôle de seul opposant ouvert à la présence militaire américaine, côté chiite.

### *L'INTERVENTION AMÉRICAINE QUI FAIT EXPLOSER, EN IRAK, LA GUERRE CHIITES CONTRE SUNNITES*

Les néo-conservateurs, avant même l'invasion de 2003 pour abattre Saddam Hussein, ont en tête de donner le pouvoir à des chiites. Mais bien entendu, ils doit s'agir de chiites acquis à leur cause et à leurs intérêts. Leur idée, totalement hypocrite, est qu'en amenant dans leurs tanks un homme de paille chiite, ils seront ainsi applaudis par cette partie jusque-là opprimée de la population, qu'ils pourront paraître en libérateurs, et ils parviendront ainsi plus facilement à justifier leur intervention au nom de la mise en place d'un système démocratique, puisque les chiites sont plus nombreux dans le pays. La démocratie, pour les politiciens bourgeois, n'est qu'un système qui doit les servir eux, bien avant la population à qui elle est formellement destinée.

Les Américains ont pour cela un homme de paille, un certain Chalabi, un chiite. Né dans une famille richissime, il avait fui Bagdad lors de la chute du roi en 1958, et fait des études aux Etats-Unis. A Londres, il avait fondé une organisation, le Conseil national irakien, affirmant vouloir remplacer Saddam Hussein, ce qui lui avait permis de recevoir de l'argent de la CIA.

Seulement, lorsqu'en 2003 les Etats-Unis annoncent leur intention de venir en Irak régler son compte à Saddam Hussein, on voit accourir des milliers de musulmans sunnites de nombreux pays qui viennent défendre leur héros contre les Américains. Ils seront 6000 à

prendre en charge le contrôle de Saddam-city, quartier à majorité chiite de la banlieue est de Bagdad. Ils sont Syriens, Saoudiens, Maghrébins, Palestiniens.

Les troupes américaines entrent sur le sol irakien à partir du 20 mars 2003. Elles n'en ont pas encore fini avec les défenseurs du régime de Saddam Hussein, qu'une guerre interne à l'Islam a déjà éclaté. Le journal Le Monde du 12 avril raconte que les 6000 combattants sunnites qui étaient venus de l'étranger soutenir Saddam sont attaqués par une milice chiite, qui ne fait pas de cadeau. Cette milice des « *comités populaires* », prend ses ordres à Nadjaf, ville sainte des chiites. Le régime de Saddam est à peine effondré que des quartiers entiers sont aux mains des chiites.

L'idée de ces chiites est d'éviter de s'en prendre directement aux Américains, militairement. Leur calcul est de chercher à s'implanter au plus vite dans le nouvel appareil d'Etat, localement comme au niveau central. Ils comptent sur leur force numérique et leur organisation, et pensent qu'il leur suffira d'attendre, d'ici un an ou deux, que les Américains soient repartis, pour disposer de tout le pouvoir. Ils ne veulent donc pas se compromettre avec eux sur le plan militaire.

Sauf qu'un jeune fils de l'un des ayatollahs que Saddam a éliminés, Moktada al-Sadr, 22 ans, va en partie modifier ces calculs. Moktada al-Sadr va s'appuyer sur la jeunesse pauvre chiite, qui a accumulé une haine aussi bien contre l'ancien régime baasiste de Saddam Hussein que contre la puissance américaine, responsable de douze années de sanctions économiques contre le pays. Pendant que les vieux ayatollahs chiites laissent les Américains s'installer dans le pays, Moktada al-Sadr va recruter des milliers de combattants chiites contre eux. Au point, qu'à un moment, entre 2003 et 2004, c'est lui, Moqtada al Sadr, qui semble pouvoir devenir l'homme qui pourrait représenter un avenir à la direction du pays.

Les Américains en Irak commencent par exclure les fonctionnaires du précédent régime, puisqu'ils devaient appartenir au parti Baas. Non seulement, ils les excluent mais ils détruisent leurs bureaux. C'est d'abord Jay Garner, un ancien officier, qui tente de mettre au point une nouvelle administration, mais il ne parvient qu'à préserver les institutions kurdes ; il échoue à rétablir l'eau, l'électricité, la production pétrolière. Il est alors remplacé par Paul Bremer. Ce bureaucrate va éliminer tout ce qui peut rester de l'ancien appareil baasiste, alors que même des kurdes le mettent en garde. Il licencie les services de renseignement, l'armée, la police, ce qui met des centaines de milliers de personnes de plus au chômage. Mais lorsqu'il décide d'en finir aussi avec les milices, il découvre que, là, c'est autre chose.

S'en prennent donc aux Américains la milice jeune des pauvres de Moktada al-Sadr, mais également, bien entendu, les anciens partisans de Saddam Hussein, les sunnites. Et eux sont bigrement efficaces. Car ce sont des pans entiers de l'ancienne armée, disposant de formation, de connaissances, d'organisation et de matériel, qui vont entrer en guérilla contre l'occupation américaine. « *La démobilisation de l'armée (...) eut pour conséquence - sans parler de la mise au chômage de quelque trois cent cinquante mille hommes de troupe qui iraient grossir la cohorte des mécontents – de priver de solde des dizaines de milliers d'officiers et de sous-officiers. Ces élites militaires, sans plus rien à perdre et formées au combat comme aux usages des services secrets, devinrent disponibles pour toutes les violences et toutes les manipulations – ils apportèrent d'ailleurs aux techniques de la guérilla urbaine un savoir-faire supérieur qui ne devait pas tarder à se manifester de manière éclatante dans la ville de Fallouja* »

*« Manifestant un degré de professionnalisme et un accès aux armements lourds qu'on ne peut guère imputer qu'aux officiers démobilisés et aux stocks qu'ils ont mis de côté, des tirs de missile commencent d'abattre des hélicoptères américains, menaçant désormais la suprématie militaire elle-même de Washington. »* Les officiers sunnites vont chercher le point faible dans la stratégie américaine. Ceux-ci préféreraient pouvoir user de leurs armes intelligentes ? Alors, on les oblige à rester cloués au sol, pour ensuite en faire des cibles. Kepel raconte cet épisode symbolique : *« le 26 octobre 2003, l'Hôtel Al Rachid, où descend, pour une tournée d'inspection, Paul Wolfowitz, incarnation de la guerre de l'avenir par la maîtrise des technologies de pointe et des armes intelligentes chère à son maître Albert Wohlstetter, est attaqué par une salve de roquettes artisanales lancées d'une batterie dissimulée dans une carriole brinquebalante que tire un simple bourricot »*.

Le retrait américain n'aura pas lieu un ou deux ans après leur arrivée en 2003, mais fin 2011, après 8 années d'occupation et de guerre. Une guerre qui devra reprendre de plus en 2014, contre l'Etat islamique, et dont on ne voit aucune issue au moment où nous écrivons.

Les néo conservateurs ont fait une première erreur de taille en n'ayant aucunement prévu le conflit ouvert qui explose entre chiïtes et sunnites, conflit auquel ils ne peuvent rien, si ce n'est y assister de l'extérieur. Ils ont commis une seconde erreur, aussi grave, en décidant purement et simplement de dissoudre l'ancien appareil militaire et politique de Saddam Hussein. Nous avons déjà discuté de cet aspect dans L'Irak américain (<http://louvrier.org/autres-textes/e16-lirak-americain>). Des pans entiers de l'ancien appareil d'Etat sunnite vont entrer en résistance contre les Américains, et pourront présenter leur lutte comme une lutte de libération nationale, face à l'occupation américaine.

En fait de démocratie, l'occupation US instaure un chaos absolu ; les attentats succèdent aux attentats ; la situation est telle que l'Irak, ingouvernable, attire alors un nouveau venu sur son territoire : al-Qaïda, en la personne d'al Zarqawi. Profitant du chaos irakien, Zarqawi arrive de Jordanie, où il a fondé un groupe islamique après avoir, auparavant, lui aussi participé au jihad d'Afghanistan contre les soviétiques.

La position de Zarqawi est claire : son ennemi principal et le plus urgent, ce ne sont pas les Américains, mais les chiïtes. Il fait cette analyse de la situation : *« Notre combat contre les Américains est peu de chose car l'ennemi est déclaré et exposé, ignorant la terre et la réalité des combattants de la guerre sainte à cause de son manque de renseignements, d'autant que nous savons parfaitement que ces forces croisées se retireront prochainement (...). »* Il vise donc essentiellement les chiïtes (qu'il appelle ici des hérétiques) : *« Ce sont les hérétiques qui ont déclaré, secrètement, la guerre aux musulmans, ils sont donc l'ennemi proche et mortel des sunnites, même si les Américains demeurent l'ennemi principal. Mais le danger des hérétiques est plus grave, les dommages qu'ils peuvent causer au sein de la communauté musulmane mondiale sont plus importants que ceux des Américains contre lesquels il y a presque unanimité puisqu'ils nous ont agressés »*.

Zarqawi fera exécuter l'ayatollah chiïte Baqir al-Hakim le 29 août 2003. Il organisera des massacres de masse contre les chiïtes lors de leurs grands rassemblements religieux, comme l'achoura, en mars 2004 et février 2005. Et il visera tout particulièrement la milice chiïte de Moqtada al-Sadr, pour démontrer aux yeux de tous que ce ne sont pas les Américains qui vont le maîtriser, mais lui, Zarqawi.



En moins d'un an, le triomphe militaire américain est devenu un cauchemar, une débâcle politique et un enlèvement durable. Le bilan est catastrophique pour les Etats-Unis. Au lieu d'instaurer une paix, même si c'était leur paix, c'est un désordre total, incontrôlé, qu'ils ont apporté ; c'est un échec politique grave et cet échec va coller au drapeau américain une image d'échec aussi sur le plan militaire, puisque c'est essentiellement une action militaire qui a été – et qui continue – d'être menée. Les néoconservateurs américains avaient menti en inventant un lien entre al-Qaïda et Saddam Hussein, pour justifier leur intervention. Ils l'ont fait exister pour de bon par leur intervention en Irak. Et ce n'est pas fini.

Les Américains vont s'acharner contre Zarqawi, qui a fait allégeance à al-Qaïda. Avec l'appui de chiïtes, ils réussissent à le tuer en juin 2006. Mais ce succès militaire va mettre comme nouvelle tête à son organisation en Irak (al-Qaïda au pays des deux rives) une direction pire encore : c'est l'Etat islamique en Irak. L'Etat islamique en Irak va finir par trouver des alliés auprès d'anciens officiers de Saddam Hussein. Et ce mélange détonnant finira par donner naissance à l'Etat islamique tel que nous le voyons depuis l'été 2014, proclamant le califat sur une partie de l'Irak et de la Syrie.

Le pire, est que les Américains ont continué d'œuvrer en enfonçant la situation dans une vision entièrement religieuse. Lorsque, sous la pression internationale qui demande à ce que le pouvoir passe entre des mains irakiennes, en juin 2004, *« le nouveau gouvernement fut constitué sur des bases ethniques et confessionnelles. Des quotas de représentation furent instaurés, pour la première fois en Irak, afin que chaque communauté ethnique ou religieuse soit représentée selon son poids démographique, comme au Liban. La population chiite étant largement majoritaire, elle obtint treize sièges sur vingt-cinq, les Kurdes et les Arabes sunnites obtinrent cinq sièges chacun, les Assyriens et les Turcomans un siège chacun »*. *« Les régions arabes sunnites étaient très désavantagées par ce nouveau partage du pouvoir politique et nourrissaient un fort sentiment d'humiliation »* (Chaliand).

Jusqu'à début 2006, la guerre entre chiïtes et sunnites se mêle à celle des sunnites contre les Américains. Régulièrement, après chaque attentat meurtrier contre les chiïtes, le vieil ayatollah Ali Sistani tente de calmer les choses, répète aux chiïtes qu'il ne faut pas répondre, *« ne pas tomber dans le piège de la vengeance et de la guerre civile »*. Mais les sunnites vont finir par frapper très fort, pour creuser définitivement le fossé avec les chiïtes. Le 22 février 2006, les sunnites visent cette fois la mosquée d'or à Samarra, mosquée qui est aussi le mausolée des dixième et onzième imams vénérés par les chiïtes.

L'attentat ne fait pas de victime, mais il détruit le dôme de la mosquée, un joyau de l'art islamique. C'est le signal de la guerre de religion désormais ouverte. Le soir même, commence une guerre des mosquées, avec l'attaque de 200 mosquées sunnites par les chiïtes. Des centaines de sunnites, politiciens, cheikhs religieux, chefs de tribu, seront assassinés. Chaque matin, on retrouve des dizaines de cadavres de sunnites torturés et exécutés, dans les rues de Bagdad.

Le milieu de l'année 2006 voit donc l'Irak devenir l'objet d'une terrible guerre civile entre sunnites et chiïtes, et cette guerre de religion devient maintenant prépondérante sur celle contre les Américains, en même temps que se règlent des comptes de toutes sortes. Cette guerre prend la forme d'attentats sur les marchés, des attaques nocturnes, des meurtres, des mitraillages à la sortie des mosquées. Des dizaines de milices s'affrontent. Un journaliste sunnite raconte : *« Quand il y a un gros attentat avec beaucoup de morts dans une zone chiite, je sais que la foule sera surexcitée et que je serais lynché sur place si l'on découvrait que je »*

*suis sunnite. Alors, j'accroche un petit portrait de l'imam Ali ou de son fils Hussein à mon rétroviseur. J'enlève évidemment tout ça avant de rentrer chez moi ».* Une partition géographique s'opère, les chiites qui vivaient en zone sunnite sont éliminés ou s'enfuient, et réciproquement. Des quartiers entiers de Bagdad font ainsi l'objet de transferts de population.

Voici un bilan humain de cette politique. Les troupes américaines auront à compter 4489 morts et 32 242 blessés (4806 morts et plus de 36 000 blessés pour l'ensemble de la coalition). La population, elle, selon l'Iraq Body Count compte entre 105 000 et 114 000 morts. Mais selon des journalistes irakiens, il faudrait plutôt dire 39 000 morts parmi les divers combattants et 250 000 civils irakiens tués.

La présence américaine aura voulu dire pour l'Irak une dizaine d'années d'une guerre terrible entre chiites et sunnites, et c'est au moment où elle atteint des sommets que les États-Unis se retirent. Non seulement le proconsul américain Paul Bremer a dissous l'armée irakienne et le parti Baas, avec les conséquences qu'on a vues, mais il a œuvré pour mettre en place un mode de gouvernement basé sur les ethnies et les confessions. Et cela ne peut qu'attiser la violence de leur lutte pour prendre et ensuite conserver le pouvoir. En Occident, au moins, la bourgeoisie nous a offert une grille de lecture qui oppose des choix de société, la droite, la gauche ; l'Irak, selon la constitution pondue sous l'occupation américaine, n'a droit qu'à une représentation selon les ethnies et les confessions.

L'armée américaine à peine partie le 21 décembre 2011, le Premier ministre irakien chiite émet un mandat d'arrêt contre le vice-président, un sunnite, et destitue son vice-premier ministre, également sunnite. Et s'en suit immédiatement une nouvelle vague d'attentats, contre les quartiers chiites. « *La démocratie, tant vantée par les néoconservateurs proches de Bush, écrit Le Monde, est devenue un instrument de domination plus que de libération* » (15 avril 2012).

## LA GUERRE CHIITES SUNNITES EN EXPANSION

### • EN IRAK

La bataille entre sunnites et chiites pour le pouvoir en Irak se solde, en 2015, par une situation particulière : le pouvoir officiel, celui de Bagdad, est entre des mains chiites. Mais deux parties significatives du pays lui échappent, dans le nord et l'est du pays. L'une d'elle lui échappe du fait des choix américains, qui ont favorisé l'existence, au nord du pays, d'une région autonome, aux pouvoirs considérables, et qui est actuellement aux mains des Kurdes du PDK. Nous essaierons d'étudier ailleurs la situation des Kurdes, mais nous pouvons dire ici que ceux-ci ne mettent pas en avant leur confession, qui peut être diverse, mais leur appartenance ethnique. L'autre région qui échappe au gouvernement de Bagdad est aux mains de l'Etat islamique, c'est-à-dire d'une scission d'al Qaïda, organisation sunnite, qui a fusionné avec des anciens officiers ou cadres du Baas, également sunnites.

Le pays est donc en guerre. Une guerre qui oppose les forces gouvernementales de Bagdad à l'Etat islamique. Depuis l'été 2014, pour contrer l'avancée de l'Etat islamique, les États-Unis, avec notamment le concours de la France, ont commencé une nouvelle intervention par bombardements aériens, pour soutenir le gouvernement légitime à Bagdad. mais force est de constater que ce gouvernement a nombre de ces caractéristiques que l'on retrouve à chaque fois qu'un gouvernement a été le fruit d'une présence américaine : peu

d'autorité, sans doute aussi corrompu, les chiïtes au pouvoir ne savent que favoriser leur coreligionnaires, ce qui leur interdit de trouver des relais et des soutiens parmi les sunnites, qui sont tout de même une part importante de la population. Cela se reflète également dans l'armée, qui a été préfabriquée par les Occidentaux : les soldats semblent n'être que pour être assurés d'être payés ; bien souvent l'apparition de l'Etat islamique les a fait fuir, abandonnant bagages et surtout armes, y compris armes lourdes.

Du coup, pour protéger la capitale Bagdad d'un encerclement dangereux par les forces de l'Etat islamique, ce sont en fait des chiïtes d'une toute autre trempe qui font le travail, des combattants qui semblent être eux motivés, que ce soit sur le plan idéologique, religieux, ou au service de la cause iranienne ; ce sont en effet des Iraniens, et aussi semble-t-il un certain nombre de militants du Hezbollah libanais, qui sont en première ligne pour stopper l'Etat islamique de manière suffisamment efficace.

#### • *AU LIBAN, LE HEZBOLLAH*

Une organisation un peu particulière était apparue au Liban, peu avant la révolution iranienne et l'arrivée au pouvoir de Khomeiny : le Hezbollah. Nous précisons bien ici que cette organisation est apparue avant la prise du pouvoir par Khomeiny, car on a souvent vite fait de dire que le Hezbollah est une création de Khomeiny. Le Hezbollah devra, c'est vrai, en partie son existence et surtout son succès, à l'Iran, ainsi qu'à la Syrie. Et pourtant, il est aussi et pour beaucoup une organisation libanaise.

Cette particularité ne peut se comprendre que si l'on connaît un peu d'abord la particularité, d'une part du Liban lui-même, un Etat multiconfessionnel, d'autre part, du moment où se constitue le Hezbollah, en pleine guerre civile. Pour commencer, il faut avoir d'abord présent à l'esprit que ce petit pays est une création découpée par la France, lorsqu'elle a un « mandat » sur la région à la fin de la Première Guerre mondiale. La France a d'abord voulu découper ce qui était une sorte de grande Syrie en cinq, puis, subissent des révoltes dans la partie actuelle de la Syrie, elle s'en est tenue à deux pays : la Syrie et le Liban. La France a mis en place au Liban un système politique destiné à assurer la suprématie aux chrétiens, dont elle escompte une fidélité à ses intérêts économiques et politiques dans la région. Pour tous les postes importants, la « démocratie » libanaise est obligée de respecter une liste précise où chacun des postes est affecté à telle ou telle communauté religieuse, ou partagé entre elles selon telle ou telle proportion définie d'avance. Ce sont les chrétiens maronites qui vont ainsi se succéder à la tête du pays, une fois que les troupes françaises quittent le pays, en 1946.

Comme l'ensemble du monde arabe, le jeune Liban indépendant subit de plein fouet l'irruption d'Israël, qui gagne la première guerre israélo-arabe, face à la Syrie, l'Egypte et le Liban, en 1948. Ce sont 100 000 Palestiniens, essentiellement des sunnites, qui se réfugient alors sur le sol libanais, inquiétant de ce fait les dirigeants chrétiens.

En 1958, se met en place la RAU, la République arabe unie, qui doit unifier l'Egypte et la Syrie, sous la houlette de Nasser, qui pousse à la réalisation d'un rêve dans le monde, sa réunification en un seul et grand pays. La RAU provoque une montée en force au Liban des partisans d'une réunification avec la Syrie, qui sont essentiellement des musulmans, mais également pour un certain nombre chrétiens. Cet avenir est vu comme un avenir dans un

monde arabe puissant ; il s'oppose à la vision des dirigeants chrétiens en place, qui sont pour un Liban orienté vers l'Occident.

En 1970, lors du « Septembre noir » palestinien, le roi de Jordanie les massacre, parce qu'il se sent menacé par leur force et leur pouvoir, eux qui ne sont que réfugiés mais qui dénoncent les dirigeants arabes qui acceptent leur sort et la main mise d'Israël sur leurs terres. L'OLP, Organisation de libération de la Palestine émigre alors au Liban, et le nombre de Palestiniens qui y sont réfugiés passe désormais à 250 000. Inquiets de cette montée en puissance arabe, les chrétiens partisans d'un Liban lié à l'Occident commencent à constituer des groupes armés.

En 1974, un chiite, l'imam Musa al-Sadr, d'origine iranienne, fonde le premier parti politique chiite, le « *Mouvement des déshérités* ». Son programme est de réformer le système politique du Liban, de promouvoir la justice sociale pour tous les libanais dépossédés, et pas seulement les chiites. Lorsque, après une montée des tensions entre les deux parties, la guerre civile éclate au Liban en 1975, des milices se multiplient à toute vitesse ; auprès du parti d'al-Sadr, est ainsi créée la milice Amal, dirigée par Nabih Berri. Amal va essentiellement recruter parmi les réfugiés chiites venus depuis le Liban du Sud, où alternent actions de guérilla de gauche ou d'islamistes contre Israël et repréailles de l'Etat hébreu. Ces réfugiés se concentrent dans la banlieue de Beyrouth.

Loin d'opposer deux camps bien identifiés, la guerre civile va au contraire les morceler ; l'on verra même des milices chrétiennes se battre entre elles, Suleyman Frangié et Bachir Gemayel se massacrant pour le contrôle de secteurs économiques importants ; on verra la Syrie intervenir militairement depuis le Nord du pays, Israël, plus ou moins appelé à l'aide par les chrétiens de droite, intervenant depuis le Sud ; on verra aussi Israël occuper l'ensemble du pays pour tenter d'en finir définitivement avec les combattants Palestiniens, et d'abattre l'OLP ; on verra enfin Amal et le Hezbollah se combattre, à l'arme lourde, pour le contrôle des quartiers sud de Beyrouth en 1988 et 1989, jusqu'à la victoire du Hezbollah. Les deux puissances, Israël et la Syrie éviteront de se combattre directement, mais ne manqueront pas d'intervenir pour marquer leurs points aux dépens des populations. La guerre civile durera ainsi 17 années, jusque fin 1989.

C'est en 1978 que va apparaître le Hezbollah, trois ans après le début de la guerre civile. Le fondateur de Amal étant décédé, Husein Musawi, l'un des membres de son organisation décide en effet de créer une organisation analogue à Amal, qui se donne les mêmes objectifs, avec en plus la volonté de battre ceux qu'il appelle les infidèles, c'est-à-dire les Israéliens, et il veut le faire en partant de la vallée de la Bekaa, en contact avec la Syrie. Le Hezbollah va attirer les jeunes mollahs chiites, la révolution iranienne et la prise du pouvoir de Khomeiny en 1979 vont les galvaniser.

Deux pays, l'Iran de Khomeiny et la Syrie d'Hafez el-Assad, vont rapidement manœuvrer et s'entendre pour utiliser le Hezbollah de manière à créer au Liban un point d'appui, et sortir ainsi de leur isolement. Khomeiny, on le sait, subit l'attaque de Saddam Hussein et de l'Irak, soutenu par l'Occident. El-Assad, de son côté, est arc-bouté sur sa volonté de récupérer le plateau du Golan, pris par Israël en 1967. Une partie de la zone occupée, d'une superficie de 22 km<sup>2</sup>, appartient, elle, au Liban. C'est donc des intérêts convergents qui vont animer pendant des années la Syrie, l'Iran et le Hezbollah libanais. Celui-ci mettra en avant la revendication du Liban de recouvrer son territoire, d'autant qu'une résolution de l'ONU va dans le même sens. Quant à l'Iran, l'activité et l'efficacité du

Hezbollah seront pour lui le moyen de démontrer que, même isolé sur le plan international, soumis à des sanctions économiques par les USA, sous embargo, il a les moyens de jouer un rôle, et qu'on ne pourra pas régler les problèmes de la région sans son accord, voire sans son aide.

Cette opération sera une réussite assez étonnante. En effet, il n'était pas évident de parvenir, dans ces conditions, avec ce soutien politique, militaire et financier de l'Iran, et celui politique de la Syrie, de faire en sorte de ne pas apparaître comme un corps étranger dans la société libanaise.

Pendant des années, la stratégie d'Israël visera d'ailleurs à cela : tout faire tout pour opposer le Hezbollah à la fois au gouvernement libanais, et à l'ensemble de la population du Liban. Tout faire pour que le Liban, dans son ensemble, paye cher les actions de guérilla menées contre lui à sa frontière, depuis le Sud-Liban. Mais les destructions auront beau se multiplier, touchant les populations affolées – essentiellement des chiites, des pauvres – le Hezbollah arrivera à rester accepté par les forces politiques et la société libanaise, et c'est le comportement d'Israël qui sera moralement rejeté.

A la fin de la guerre civile, c'est le camp pro arabe, qui comprend les Palestiniens, la gauche libanaise, les diverses tendances musulmanes et le Hezbollah, qui l'emporte. Du moins est-ce le bilan global qui ressort des accords de Taëf, signés en octobre 1989, en Arabie saoudite. Selon ces accords, la Syrie reste sur le territoire libanais, de manière à y garantir la sécurité. Son armée devra d'ailleurs encore intervenir contre des milices chrétiennes, car les maronites Samir Geagea et Michel Aoun n'ont pas voulu reconnaître l'accord. C'est que celui-ci change la donne politique ; le pourcentage de sièges, établi du temps des Français, est modifié en faveur des musulmans.

Mais on aura remarqué que les accords sont signés en Arabie sunnite, pays sunnite. Et on sera pas étonné de savoir qu'ils vont laisser pour compte les chiites. Ils sont pourtant, avec le Hezbollah, parmi ceux qui ont beaucoup donné pour changer la donne politique, et tenir face à la droite et l'extrême-droite libanaises.

La guerre civile enfin éteinte au Liban, son contentieux avec Israël n'est en rien réglé. La zone libanaise du Golan, dite des fermes de Shebaa, est toujours occupée par Tsahal. Le Hezbollah poursuit ses actions de guérilla. Et Israël lance ses opérations de représailles : « *Règlements de comptes* » en juillet 1993, « *Raisins de la colère* » en avril 1996. Cette opération, par exemple, se solde par 16 jours de guerre, 165 civils libanais tués et 401 blessés ; Israël a lancé 23 500 obus et opéré 66 raids aériens. Mais politiquement, c'est un échec. La Syrie obtient une médiation américaine pour cessez le feu, et l'« accord d'avril » indique noir sur blanc le droit du Hezbollah à résister contre Israël. Cela n'empêchera pas Israël de s'obstiner dans cette stratégie de mépris et d'utilisation des victimes civiles pour tenter de déconsidérer le Hezbollah, jusqu'en 2005.

En Occident, quand on entend Hezbollah, on pense organisation terroriste, et pas grand chose d'autre. Mais le Hezbollah va consolider sa place dans la société libanaise en avançant sur plusieurs fronts à la fois. Il décide de participer aux élections locales, de tisser des liens et de prendre des contacts avec toutes les personnalités, les organisations de la vie civile du pays, de militer dans les syndicats, de respecter les règles du système démocratique libanais, et de développer enfin son propre système d'aide sociale envers les pauvres.

Déjà, pendant la guerre civile, lorsque des quartiers entiers du dahiyeh, le quartier sud de Beyrouth, sont détruits dans les combats entre Amal et l'armée libanaise, le Hezbollah en prend le contrôle et assure la survie d'une population de 500 000 habitants et des innombrables familles qui affluent depuis le Sud du pays. Il organise le ramassage des ordures, accumulées depuis des années, ouvre un hôpital des plus moderne, auquel il adjoint une mosquée, assure des soins gratuits aux combattants blessés, et remboursés à 70% pour les civils blessés lors des combats ; mais il exige le port du foulard islamique pour y entrer. Il installe des points d'eau potable, des éclairages modernes, des générateurs sur ses camions pour faire le tour des maisons et aider les gens à pomper l'eau de leurs citernes vers leurs appartements, installe des pupitres pour les élèves. On voit à quel point le gouvernement laisse totalement à l'abandon les zones chiïtes.

Jamais le Hezbollah ne sera accusé d'avoir pillé l'Etat dans la guerre civile, contrairement aux autres groupes. De parti des pauvres qu'il est à l'origine, le Hezbollah séduit ensuite parmi les autres classes sociales. Il fournit à tous, et plus seulement aux chiïtes, des appartements quand ceux-ci ont été détruits par Israël ; les fermiers peuvent acheter graines et engrais à prix réduit dans ses points de vente, il crée une laiterie modèle, des laboratoires de pathologie végétale, d'analyse des sols, construit une usine de fabrication de conserves de tomates, accorde des crédits, dans la vallée de la Bekaa. D'où provient son argent : pour partie des fidèles, qui doivent remettre un cinquième de leurs revenus pour venir en aide aux personnes dans le besoin ; pour le reste, de l'Iran.

En 1992, le Hezbollah emporte 12 sièges sur 128 au Parlement, ce qui lui donne le groupe parlementaire le plus important. Respectant les règles officielles du jeu électoral, il se permet de donner aux autres des leçons de démocratie, et les occasions ne manquent pas.

Mais, en 2005, il se passe que c'est la présence de la Syrie qui est rejetée par un puissant mouvement qui agite le Liban. Le point de départ en a été l'assassinat de Rafic Hariri, un puissant homme d'affaires sunnite, qui a été chef du gouvernement à deux reprises. S'en est suivie une vague d'indignation, « *la révolution du Cèdre* », contre la présence militaire syrienne, car on attribue communément l'attentat à la Syrie, à son armée ou à ses services secrets, en tout cas à ce qui est une force d'occupation du pays, plus ou moins présente dans le pays depuis 29 ans maintenant, aux débuts de la guerre civile. Le mouvement culmine en avril 2005 avec une manifestation d'un million de personnes. L'armée syrienne quitte le pays. Pour ceux qui s'opposent au Hezbollah et à son action, ce retrait est une aubaine. Les critiques contre le Hezbollah vont commencer à pouvoir se dire ouvertement.

Un an plus tard, en 2006, sans doute en pensant que c'est enfin le moment, Israël lance une nouvelle opération militaire sur le Liban, opération qu'ils nomment « *Changement de direction* ». Effectivement, cette fois, il ne s'agit plus de harceler les pauvres civils ; il s'agit ni plus ni moins d'aller raser totalement le Hezbollah. Sauf que cette opération va se casser les dents, et Israël va devenir la risée du monde arabe. C'est le gouvernement Olmert qui lance l'opération. Sûrs d'eux-mêmes, de leur énorme supériorité technologique, les Israéliens ne prennent même pas la précaution d'activer les systèmes de protection antimissiles sur leurs bateaux de guerre, car des bateaux sont également en action, pour contribuer aux bombardements. Alors, le Hezbollah va se permettre d'inviter la population de Beyrouth à admirer le spectacle en regardant vers la mer, avant d'envoyer un missile qui touche sa cible.

Israël verra 155 de ses chars détruits, les plus performants et les mieux blindés, ses hélicoptères sont touchés, privant ses troupes au sol de couverture aérienne. Tsahal va

s'acharner à détruire, 33 jours durant, les routes, les ponts, les aéroports, les ports, en visant en priorité les zones habitées par les chiites, détruisant les bâtiments d'habitation par centaines, faisant fuir 900 000 personnes. Mais il ne parvient pas à casser le Hezbollah, et, doit cesser le feu devant la protestation internationale tant son action est disproportionnée (la motivation de l'opération était la prise par le Hezbollah de quelques soldats israéliens). Aux yeux de beaucoup, et bien au-delà des seuls chiites, le Hezbollah a rendu une certaine fierté au monde arabe. Et derrière le Hezbollah, tout le monde sait l'implication de l'Iran.

Aujourd'hui, des groupes de combattants du Hezbollah sont présents en Syrie. Ils ne font que remercier un régime qui les a longtemps soutenus. Et ils sont parmi les plus efficaces dans les combats pour défendre Bachar el-Assad contre ses opposants, que ceux-ci soient plus ou moins liés à l'Occident, qui les dit alors « modérés » (Armée syrienne libre) ou islamistes sunnites (Al-Nosra, branche locale d'al-Qaïda et Etat islamique).

#### • EN PALESTINE, LE HAMAS

Encore en 2006, le 15 décembre, la nouvelle d'une victoire électorale du Hamas aux élections législatives palestiniennes, en obtenant 74 sièges sur 132 et 56% des suffrages, contre le Fatah de Yasser Arafat, a été un coup de tonnerre : voilà une organisation que d'aucuns traitait de terroriste, foncièrement radicale, violente, pratiquant l'attentat-suicide, refusant l'idée même de l'existence d'Israël, et cette organisation, le Hamas, est mise au pouvoir par des élections incontestables et incontestées !

Le Hamas n'a pas l'ancienneté de l'OLP ou du Fatah. Il est né, comme un très grand nombre d'organisations islamiques qui ont fait passer la religion au premier plan du combat politique, d'une scission des Frères musulmans, dans les années 1980. En 1983, une scission a déjà donné naissance au jihad islamique, organisation qui dénonce le sionisme, l'occupation militaire israélienne et prône la lutte armée contre Israël. Mais le jihad fonctionne de manière fermée et mobilise peu. Le Hamas provient d'une seconde scission, cette fois en pleine Intifada, en 1987. Selon Aude Signoles, « *il traduit la volonté de certains Frères musulmans de rompre avec l'attitude prudente de leur mouvement avec l'occupant (...) Il est vital pour eux de suivre l'engouement nationaliste de la population, au risque, sinon, de se retrouver marginalisés de la scène politique pour longtemps* ».

Mais si le Hamas est dû à une volonté de certains des Frères de coller à un mouvement profond qui se met à agiter la population elle-même, son succès, lui, ne peut s'expliquer que par rapport à la déception de cette même population envers la solution politique qui lui a été proposée jusque là, celle d'Arafat. Le problème palestinien est au cœur du monde arabe depuis la création, du fait même de la création d'Israël et de la manière dont cet Etat a été créé. Jusqu'au milieu des années 1960, la « cause palestinienne » est officiellement prise en charge par les Etats arabes de la région, par la Ligue arabe, qui est à l'origine de la création de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) en 1964, qui en remet la direction première à Ahmed Choukeyri ; et de manière plus emblématique, par le leader égyptien Abdel Gamal Nasser.

Mais la défaite arabe de 1967, lors de la Guerre des Six jours, qui voit Israël multiplier la superficie de son territoire par 5, au détriment de tous ses voisins, Egypte, Syrie et Liban, change la donne. L'OLP s'éloigne de ses parrains, et devient une organisation proprement palestinienne, avec Yasser Arafat à la présidence à partir de 1969. La charte de l'OLP de 1968

prône la mobilisation des masses palestiniennes, et non plus l'intervention des armées arabes, pour libérer la Palestine, et Yasser Arafat se méfie des dirigeants arabes. Il ouvre l'OLP à toutes les organisations politiques et armées palestiniennes. se mettent ainsi à travailler côte à côte sa propre tendance, le Fatah, et des groupes se disant marxistes, comme le FPLP (Front populaire de libération de la Palestine) et plus tard le FDLP (Front démocratique de libération de la Palestine), tous dotés d'une branche militaire. L'OLP sera ainsi le fer de lance de la lutte palestinienne contre l'Etat d'Israël durant toutes les années 1970 et 1980.

C'est donc une coloration de gauche, voire d'extrême gauche qui est donnée à la lutte du peuple palestinien, au cours de cette période. L'aspect religieux n'est pas totalement absent, mais l'Islam est relégué complètement à l'arrière plan. Les organisations combinent à la fois des actions de guérilla dans les Territoires occupés par Israël et un intense activisme social, sur la bande de Gaza comme en Cisjordanie. L'OLP apporte des aides financières aux blessés et veuves de guerre, intervient dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la culture. Et à côté, l'attitude des Frères musulmans tranche par leur pacifisme envers les autorités israéliennes. Les Frères sont de ce point de vue fidèles à la position d'origine de leur mouvement en Egypte, à la fin des années 1920, avec l'idéologie de Hassan al-Banna.

Une autre tendance est apparue chez les Frères musulmans avec la défaite de 1967, plus radicale, elle prône l'action politique, y compris par l'action violente, et dénonce les dirigeants arabes qu'elle qualifie de « impies » : Sayyid Qotb en est l'idéologue. C'est cette tendance qui va donner naissance au Hamas, en 1987, lorsque débute la première Intifada, avec pour chef spirituel le cheikh Ahmad Yacine, qui commence à s'implanter à Gaza.

« Hamas » signifie en arabe « enthousiasme », « ferveur ». D'emblée et pour la première fois, le Hamas se présente comme une alternative à l'aspect laïque, non religieux, de la politique de l'OLP. Le premier communiqué du Hamas indique : « *L'Intifada est là pour les convaincre que l'islam est la solution et l'alternative (...) Retirez votre poigne de notre peuple, de nos villes, de nos camps de réfugiés et de nos villages. Notre combat contre vous est un combat de la foi, un combat de l'existence, un combat pour l'avenir* ».

Comme le souligne Aude Signoles, « *c'est un mouvement nationaliste, qui fait de la religion le soubassement de ses revendications* ». Pour le Hamas, c'est en tant que terre islamique que la Palestine doit être défendue, et l'Intifada en cours doit bénéficier d'un argumentaire de type religieux. Le Hamas « *fonde son idéologie et sa politique sur les préceptes de l'islam et ses traditions juridiques* » ; cela dit, il ne fait pas des Juifs un groupe religieux ennemi ; il qualifie l'ennemi « d'entité sioniste ». En clair, le combat pour la Palestine ne vise pas une religion, la religion juive, mais il doit par contre regrouper une autre religion, tous les musulmans. On n'est donc pas ouvertement dans la guerre de religion, mais un pas important est fait dans cette direction. Pour le Hamas, Israël doit tout simplement disparaître.

C'est donc en alternative à l'ensemble de l'OLP, dont a vu qu'il regroupait et unifiait de nombreuses tendances politiques, qu'est apparu le Hamas, pour déporter le problème palestinien sur le plan religieux. La charte du Hamas indique que « *la construction d'une société islamique est nécessaire à la lutte de libération* ». Cette vision s'oppose totalement à celle de l'OLP : le Fatah, le FPLP, le FDLP se revendiquent eux d'un nationalisme laïc, et ils prônent une société qui rassemblerait à la fois musulmans, chrétiens et juifs, avec des droits égaux pour chacun.



Dès 1987, le Hamas se met à diffuser des conseils et des enseignements religieux, en vue de réislamiser la société palestinienne ; il souligne l'importance de la prière quotidienne, du jeûne du ramadan, du port du voile pour les femmes, les interdits sur la vente d'alcool. Comme les Frères musulmans, le Hamas utilise les écoles, les mosquées, les hôpitaux, la formation professionnelle pour adultes, l'aide à l'emploi, les aides aux plus nécessiteux, pour faire passer sa vision de la société. De fait, la première intifada va connaître un début d'islamisation des mœurs.

Pendant les trois premières années de l'Intifada, le Hamas se cantonne à des actions non violentes, des manifestations de rue, des mouvements de désobéissance civile, suivant ainsi le mouvement tel qu'il est spontanément apparu. Mais au fil du temps, les organisations armées vont commencer à se manifester, et le Hamas va créer en 1992 sa branche militaire, les « *brigades du martyr Ezzedine al-Qassam* ».

Il va pour cela bénéficier d'une aide imprévue, celle du Hezbollah. En effet, en décembre 1992, en représailles à l'assassinat d'un de ses garde-frontières, Israël expulse des centaines d'islamistes palestiniens au Sud-Liban. Et là, les membres du Hamas, organisation sunnite, vont rencontrer ceux du Hezbollah, chiite, et apprendre d'eux des techniques de combat professionnelles qu'ils ne connaissent pas, et qui proviennent de l'enseignement des Gardiens de la révolution de Khomeiny. « *Cette collaboration entre groupes armés transcende la distinction entre Hezbollah "chiite" et Hamas "sunnite" : c'est inspiré par le Hezbollah que le Hamas se dote d'une branche militaire, les brigades Ezzedine al-Qassam, du nom du précurseur de la "révolution" palestinienne de 1936 (...)* » (Jean-Pierre Filiu)

Mais le véritable motif du succès du Hamas, ce sera la suite d'échecs du camp nationaliste. Il y aura, coup sur coup, la fin de l'URSS au début des années 1990, qui fait largement reculer les options de gauche au niveau mondial. Puis, au niveau de la région, il y aura le soi-disant « processus de paix », avec les accords d'Oslo, en 1993. Là, l'OLP joue à fond la carte de l'entente avec l'Occident et avec Israël, puisque Arafat accepte la résolution 242 de l'ONU, ce qui est une reconnaissance de l'Etat d'Israël, et il annonce renoncer au terrorisme. Le Hamas dénonce cette signature comme un abandon et une trahison. Une partie de l'OLP refuse l'orientation d'Arafat et va rejoindre le Hamas. Surtout, les faits vont dès lors rendre le Hamas crédible.

Les zones sous contrôle palestinien sont minuscules, mitées par des centaines de colonies juives, séparées les unes des autres, et la colonisation juive se poursuit. Israël ne respecte pas son engagement de libérer les prisonniers politiques. « *Israël ne veut pas la paix* », clame le Hamas. Ce que voit la population, c'est que le décollage économique promis par les Occidentaux n'a pas du tout lieu, au contraire, le chômage monte, le niveau de vie recule, les inégalités aussi s'accroissent ; enfin, les négociations piétinent, les blocages israéliens se multiplient.

Le conflit entre la nouvelle Autorité palestinienne et le Hamas va s'envenimer et aboutir à des affrontements directs, lorsque celle-ci va commencer à jouer la police, en arrêtant des islamistes. En 2001, on voit Israël réoccuper militairement des territoires passés sous autorité palestinienne, ce qui déconsidère celle-ci plus encore.

Israël se retire unilatéralement de la bande de Gaza en 2005. Le Hamas le proclame comme une victoire. Pour Israël, c'est le début d'une nouvelle stratégie pour contenir l'ensemble du mouvement palestinien. Le Hamas, depuis les accords d'Oslo de 1993, avait

refusé de participer à aucune institution, les qualifiant de collabos ; il a ainsi boycotté les élections législatives et présidentielle de 1996, ou la présidentielle de 2005, qui désigne Mahmoud Abbas successeur d'Arafat, décédé près de Paris.

Mais après le retrait israélien de Gaza, le Hamas choisit de se présenter aux élections. C'est là qu'il remporte, très haut la main, celles de 2006. Le gouvernement est ainsi formé avec 18 ministres du Hamas sur 24. A l'échelle internationale, l'impact de cette victoire est considérable : une organisation islamiste, qualifiée de terroriste par l'Occident, au gouvernement ! Les aides financières de l'Occident à l'Autorité palestinienne sont immédiatement stoppées, puis une aide est apportée dans les seuls domaines de l'éducation et la santé, de manière à arriver à la population, pas aux nouvelles autorités. Mais deux pays, la Russie et l'Iran, vont déclarer vouloir apporter leur aide.

L'Iran, donc, voit dans le Hamas l'occasion de mettre en place en Palestine même, au cœur du vieux problème du Moyen Orient, une force plus ou moins analogue à celle du Hezbollah et jouer ainsi un rôle dans le règlement des problèmes, lorsque l'heure en sera arrivée. Aude Signoles, dans son travail sur le Hamas, en date de 2006, affirme que « *Contrairement à ce qui est souvent dit ou suggéré, le Hamas n'est financièrement lié ni à l'Iran, ni à la Syrie (à la différence du Hezbollah libanais)* ».

Pour elle, le Hamas a d'abord reçu de l'argent des Etats du golfe persique. En effet, lorsque Saddam Hussein attaque le Koweït, Arafat le soutient. L'Arabie le met alors à l'index, cesse son aide à l'OLP, et oriente alors ses fonds vers le Hamas, concurrent de l'OLP ; cette contribution se situerait entre 170 et 200 millions de dollars. Pour le reste, le Hamas se finance avec les dons de mécènes arabes et des contributions de la diaspora palestinienne. « *Il bénéficie également, quoique indirectement, des revenus de la zakat, l'aumône versée à la mosquée par les croyants. Enfin, le réseau associatif du Hamas a pu bénéficier, durant la période du processus de paix, de l'aide de la communauté internationale sur des projets de développement concrets (construction de centres de soins, d'écoles...)* ».

Le 25 juin 2006, à la suite d'escarmouches avec le Hamas qui a enlevé un soldat israélien (Gilad Shalit), Israël lance une opération militaire d'envergure, « *Pluie d'été* », au cours de laquelle sont arrêtés y compris des ministres. En 2007, des affrontements ont lieu entre les deux tendances palestiniennes, et le Hamas réussit en juin à prendre les positions du Fatah à Gaza. A partir de ce moment, la Palestine se retrouve politiquement coupée en deux, l'Autorité palestinienne ne s'exerce plus que sur la Cisjordanie, le Hamas détient Gaza. En 2008, des combats entre Hamas et Fatah se poursuivent, en même temps qu'entre Hamas et Israël, qui va déclencher le 27 décembre 2008 l'opération « *Plomb durci* ». Celle-ci coûtera 1300 tués (dont 420 enfants) et 5300 blessés, côté palestinien.

Sur le plan régional, nous avons vu que le succès du Hamas a immédiatement attiré l'Iran. Le Hamas est totalement et entièrement sunnite. L'Iran n'en est pas gêné, car il s'agit ainsi de paraître pour lui de démontrer aux yeux des populations sunnites qu'il est le meilleur défenseur de leurs intérêts, à commencer par la cause palestinienne. Quant et comment cet intérêt s'est-il concrétisé, en aide financière et, ou en fourniture d'armes ? Il est bien difficile de le savoir.

Ces aides, si elles ont bien eu lieu, sont restées très discrètes. En 2012, alors même qu'Israël procède à une nouvelle opération de bombardements sur Gaza contre le Hamas, « *Colonne de nuée* », l'Iran déclare officiellement qu'il revendique son soutien au Hamas. Le

président du Parlement iranien, Ali Larijani, déclare : « *Nous sommes fiers de défendre le peuple de Palestine et le Hamas (...) nous sommes fiers que notre aide a été de nature à la fois financière et militaire* ». Le commandant des gardiens de la révolution, le général Mohammad Ali Jafari précisera que les missiles Fajr-5 que lance le Hamas sur Israël « *n'ont pas été livrés par l'Iran, c'est leur technologie qui l'a été* ». « *Ces missiles peuvent être produits rapidement* ». Et le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, critique « *les gouvernements des pays islamiques, et particulièrement arabes* », qui « *n'ont pas eu l'attitude appropriée face aux événements de Gaza, certains se contenant de simples mots et d'autres ne condamnant même pas* » les bombardements israéliens.

La montée en gloire et en puissance du Hamas semble irrésistible, mais un événement totalement imprévu va la remettre en cause, et bouleverser la donne, c'est la révolution arabe, qui arrive à une vitesse foudroyante depuis la Tunisie. La révolution va très vite toucher l'Égypte, où la population balaye la dictature de Moubarak le 11 février 2011 et la remplace, dans un premier temps, comme en Tunisie, par un gouvernement des Frères musulmans. La Syrie, également est touchée, et c'est bien une vague révolutionnaire qui la secoue, même si les informations ont fini par en effacer le souvenir.

Lorsqu'éclatent les premières manifestations en Syrie, la réaction du Hamas est de se mettre du côté de la rébellion, contre Bachar el-Assad. Est-ce par réflexe de solidarité avec une population opprimée ? Ou est-ce par proximité religieuse, puisque la majorité de ces opposants sont sunnites, et que la famille el-Assad monopolise le pouvoir entre des mains alaouites, une tendance issue du monde chiite ? Nous n'avons pas la réponse. Par contre, nous savons que le Hezbollah, de son côté, s'est bien rangé du côté d'el-Assad, mais là aussi, s'agit-il de solidarité de religion ? On peut en douter car on sait que ce qui compte énormément pour le Hezbollah depuis ses origines, c'est sa proximité avec la Syrie et l'Iran.

Toujours est-il que cette attitude du Hamas déplaît à Téhéran. L'Iran considère la Syrie de Bachar comme un allié, le seul qui soit d'une puissance réellement sérieuse dans la région. Téhéran cesse immédiatement d'armer le Hamas. On voit au passage que la révolution, quand elle a vraiment lieu, est loin d'être une amie pour les mollahs iraniens, aussi révolutionnaires se soient-ils régulièrement proclamés

Le Hamas ne recevant plus de soutien de l'Iran, il se tourne vers l'Arabie saoudite, son principal adversaire. Et l'Arabie saoudite, trop contente, répond favorablement et se met à aider le Hamas. Mais le Hamas semble actuellement en difficulté. Sa direction à l'étranger, qui se trouvait en Syrie avant la révolution arabe, a dû émigrer et c'est la Qatar qui héberge actuellement Khaled Mechaal.

#### • EN SYRIE

En Syrie, le pouvoir est essentiellement aux mains des Alaouites (une tendance chiite), alors que la grande majorité de la population est sunnite. C'est une situation qu'avait mise en place la France, lors de son mandat sur la Syrie, entre les deux guerres mondiales.

El-Assad a eu affaire à la révolution arabe de début 2011, comme tous les dirigeants du monde arabe. Mais pour mener la contre-révolution, il a fait un choix particulier : celui de favoriser les islamistes les plus radicaux et les plus violents ; ils les a sortis de prison, il a

interdit à son armée de les bombarder, il leur a offert des parties entières de son territoire, dans l'est de la Syrie.

Le calcul d'el-Assad était de torpiller ce que préparaient les Occidentaux dès le début de la révolution en Syrie. Ceux-ci avaient prévu de soutenir ce qu'ils ont appelé l'opposition modérée, qui est en fait celle qui veut bien traiter avec eux. El-Assad, lui, comptait sur les islamistes pour les combattre, les affaiblir, et les rendre peu crédibles ; et c'est ce qui s'est passé entre 2011 et 2015. L'Occident n'aura ainsi quasiment pas d'opposants à soutenir. Et c'est là son problème.

El-Assad a donc favorisé des islamistes, pour mieux garder son pouvoir, du moins sur la partie occidentale de la Syrie. On note au passage que le fait qu'il soit alaouite, une branche du chiisme, ne l'a pas empêché d'encourager des sunnites. Par contre, el-Assad a sans doute su utiliser l'argument religieux du chiisme menacé par les sunnites, puisque dans un second temps, et tout en favorisant ceux-ci, il s'est arrangé pour que des combattants chiïtes accourent depuis d'autres pays, pour le défendre. Car sa propre armée a connu des défections, et sa situation s'est trouvée à certains moments en recul dangereux. Combattent donc également sur le sol syrien des militants du Hezbollah, chiïtes, venus du Liban, aguerris dans leur longue lutte de guérilla contre Israël, et moralement forts d'avoir su tenir tête, en 2006, à la tentative de les éliminer. S'ajoutent à ces combattants des combattants iraniens ; eux aussi semblent posséder un mental et une efficacité militaire plus solides, peut-être en héritage de la période des débuts de l'Etat sous Khomeiny. L'Irak, également, est venu en aide à El Assad, en envoyant des milices chiïtes.

En réponse à l'arrivée de ces diverses milices chiïtes, l'Arabie saoudite, ne pouvant soutenir les sunnites que sont Jabhat al-Nosra (affilié à al-Qaïda) et l'Etat islamique, soutient donc son propre courant jihadiste, le Front islamique. Enfin, ses alliés sunnites du Golfe, comme le Koweït aident les courants jihadistes, plus ou moins officiellement, et pour sauver la mise sur le plan international, ils font passer cette aide par le biais de « fonds privés ».

Ainsi, face aux milices chiïtes que nous avons mentionnées, on trouve de très nombreuses milices sunnites. La plus ancienne historiquement est évidemment l'Etat islamique en Irak et au Levant, celle appelée Etat islamique tout court aujourd'hui. Mais, on l'a vu, bien qu'issue d'al-Qaïda, elle n'a pas gagné à elle tous les anciens combattants d'al-Qaïda en Syrie, et elle a donc eu longtemps pour concurrent et ennemi le Front al-Nosra, resté fidèle à al-Qaïda. Face à ces deux organisations, l'Arabie, le Qatar et la Turquie ont réussi à soutenir, financer et commencer à regrouper de nombreuses autres milices sunnites, proches donc de ces 3 pays, d'abord sous le nom de Front islamique le 22 novembre 2013, ce qui aurait regroupé de 50 à 80 000 combattants (selon Wikipédia). Puis cette alliance se serait entendue, au moins au niveau du commandement avec al-Nosra, ce qui a donné le 24 mars 2015 une sorte de front qui se coordonne, sous le nom d'Armée de la conquête. Selon Libération (30 juillet 2015), elle regrouperait 30 000 hommes ; ses deux principales composantes étant al-Nosra (al-Qaïda) et Ahrar al-Sham, proche de l'Arabie saoudite.

Pour être complet, il faut encore ajouter à cette liste l'Armée syrienne libre, dirigée par des anciens officiers de l'armée syrienne qui ont abandonné el-Assad. Mais elle a très vite été débordée par toutes les milices, et ne tient plus, avec 15 ou 20 000 hommes, que le Sud du pays.

Déjà international en sous-main dès les débuts, le chaos syrien l'est récemment devenu ouvertement, avec désormais des interventions américaines, occidentales et enfin russe. En septembre 2014, les Etats-Unis ont commencé une campagne de bombardements contre l'Etat islamique en Syrie, un mois après en avoir débuté une en Irak ; la France les a rejoints en septembre 2015. En octobre 2015, ce sont les Russes qui ont commencé leur propre intervention.

Le problème est que chacun a ses propres calculs. Poutine s'en prend en réalité d'une manière secondaire à l'Etat islamique. Il vise d'abord et avant tout à sauver el-Assad, au moins pour la forme, et s'il devra accepter à un moment son remplacement, il voudra que ce soit en maintenant en Syrie un régime qui lui reste favorable. Poutine s'en est donc pris, dans ses bombardements, à ceux qu'el-Assad appelle des terroristes, donc également aux milices dites « modérées », que l'Occident cherche à promouvoir et soutenir.

Inutile de dire qu'une telle situation, où s'entrecroisent plusieurs guerres ouvertes – islamistes entre eux, prétendus modérés contre islamistes, chiites contre sunnites, sunnites contre sunnites – une telle situation donc peut allumer un conflit potentiel déjà présent, qui oppose lui l'ensemble du camp pro américain (France et pays sunnites inclus) à l'ensemble du camp pro russe (où se trouvent l'ensemble des forces chiites, en tout cas l'Iran, el-Assad, le Hezbollah, voire l'Irak.

Il est heureux, de ce point de vue, qu'Obama se soit battu pour qu'ait été signé en juillet 2015 avec l'Iran un accord sur le nucléaire iranien. Cela a déjà commencé à modifier la relation extrêmement tendue depuis longtemps entre les USA et l'Iran, et limite donc les risques de dérapage dangereux, qui restent néanmoins possibles en Syrie.

Si l'on assiste à une telle multiplicité dans la nature des combats en Syrie, c'est que chacun pense que celui qui l'emportera là remportera gros. Si la Syrie est perdue par el-Assad et par les Alaouites, si elle passe dans le camp sunnite, c'est pour l'Arabie et les autres dirigeants sunnites une victoire de taille, car la Syrie est depuis de longues années un allié fidèle de l'Iran.

#### • A BAHREÏN

Bahreïn est un royaume situé sur une île, peuplé d'environ 1 300 000 habitants, reliée par un pont à l'Arabie saoudite. La majorité de la population est chiite, à 70%, mais le pouvoir est entre des mains sunnites, la dynastie des al-Khalifa. Dans les années 1990, un mouvement de protestation sociale s'était produit, et avait abouti à la mise en place d'un parlement élu. Les chiites disposaient d'un parti, al-Wafiq, dirigé par un cheikh. La monarchie avait obtenu une accalmie, en faisant miroiter au parti Wafik une éventuelle participation électorale. Mécontents de ce rapprochement avec le pouvoir, une partie des militants vont quitter al-Wafik pour constituer le parti al-Haq.

A Bahreïn, la famille royale occupe tous les ministères-clés depuis 1971, et c'est contre ce régime que le mouvement a démarré, le 14 février 2011. C'est un groupe clandestin, intitulé Groupe du 14 février, une vingtaine de personnes, qui a lancé la campagne « *les poings de la Révolution* ». Le mouvement a pris la forme d'une manifestation pacifique, mais il a été durement réprimé.

Cette fois, le mouvement voit la présence très importante des femmes, ce qui est une nouveauté. La plupart des protestataires sont des chiites, et également des jeunes, entre 15 et 30 ans. La police utilise des gaz lacrymogènes qui feront des morts et des blessés. La nuit, les jeunes construisent des barricades, mettent des gants pour essayer de reprendre les grenades lacrymogènes et les relancer sur les flics.

« Discrimination », c'est le mot qui revient dans la bouche de ceux qui se rassemblent sur la place de la Perle, dans la capitale Manama. Discrimination dans l'accès à l'éducation, à l'emploi, aux logements construits par l'Etat, dans l'accès aux postes importants. Selon eux, le régime favorise systématiquement les sunnites, y compris en les faisant venir de l'étranger, et en reléguant derrière les chiites de Bahreïn. Nombreux, ces étrangers, des Jordaniens et des Yéménites, « *sont prisés par les compagnies locales, parce qu'ils acceptent des salaires moindres (...) et c'est nous, les chiites, qui payons le prix de cette orientation* ». Et le régime leur accorderait aussi la nationalité, afin d'élever le poids des sunnites.

Mais le mouvement, lui n'est pas confessionnel ni communautaire. Il revendique un partage du pouvoir, une égalité entre les communautés, la transparence dans la gestion de l'Etat. Les manifestants savent la réalité politique difficile de leur mouvement. Un étudiant explique au journaliste du Monde : « *L'Occident ne veut pas se fâcher avec son amie (qui a appuyé la répression dans l'archipel). Bahreïn est son protégé.* » (Le Monde 16/02/12)

Un mois après les premières manifestations, le 14 mars 2011, l'Arabie envoie des dizaines de véhicules blindés et un millier de soldats. Son armée fera au moins 35 morts. C'est la répression, et le rôle joué par l'Arabie, qui va donner à la protestation une coloration et une tournure plus religieuse, en accusant le mouvement d'être manipulé par l'Iran. L'Arabie saoudite s'est hâtée d'intervenir en tant que force contre-révolutionnaire à poigne, en usant de l'argumentaire religieux et de l' ancestrale méfiance envers les chiites, car il s'agit d'un pays géographiquement très proche.

#### • AU YÉMEN

La stratégie de Bachar el-Hassad en Syrie est perverse, mais, on va le voir, c'est une copie et non pas un original. Celui qui a inventé le choix de favoriser ouvertement les opposants islamistes, pour garder le pouvoir face à des opposants présentables, se trouve au Yémen. Et il s'appelle Saleh. Et ce pays, le Yémen, est l'objet d'une autre guerre, menée par une autre coalition, mais les médias, en France, ne s'y intéressent guère

Le Yémen est pourtant un pays grand comme l'Espagne, peuplé de 26 millions de personnes, et il est situé sur la pointe sud est de la péninsule arabique. En fait, le Yémen, au singulier, est une fabrication récente, et n'existe que depuis 1990. Auparavant, on est dans la période de la guerre froide et on a deux pays, le Yémen nord et le Yémen sud, et chacun des deux doit vivre, de son côté, les horreurs de la guerre. Il y aura une guerre dans le Nord, une autre dans le Sud, puis une guerre entre le Nord et le Sud.

Au nord, la République arabe du Yémen est une république au terme de huit années d'une guerre qui a fait 200 000 morts. Le camp républicain était soutenu par l'URSS, fournissant des armes, et l'armée égyptienne ; en face, un camp royaliste soutenu par l'armée d'Arabie saoudite, proche des Etats-Unis, et recevant des armes britanniques. Et c'est en 1978 qu'en sort, par élection présidentielle, notre Ali Abdallah Saleh, qui installe une dictature.

Au sud, la république démocratique populaire du Yémen provient d'une guérilla nationaliste qui avait lutté contre la présence britannique jusque 1967. S'en est suivi un régime se disant marxiste-léniniste, en fait soutenu par l'URSS et la Chine. Une autre dictature.

Et les deux pays se sont livrés la guerre en 1972, en 1979, jusqu'à un accord d'unification, en 1990. Mais le nouveau régime se base sur l'ancien appareil d'Etat du nord, celui de Saleh, ne faisant pas de place aux élites du sud. Saleh, personnellement, est membre de la tribu Sanhan, elle même appartenant à la Confédération des Hashid, qui est une des grandes confédérations tribales du monde zaydite. Mais en bon dirigeant d'Etat, Saleh a d'excellents rapports avec la bourgeoisie sunnite ; il a protégé ses trafics (comme la contrebande d'alcool) lorsqu'il était gouverneur de la ville de Tuez.

Trois ans après une telle réunification, ce qui devait arriver arriva, c'est l'explosion, le sud décidant de se séparer. Et là, on assiste à une première intervention de l'Arabie saoudite : elle soutient Saleh, en lui envoyant en renfort des milices salafistes. Saleh écrase la rébellion et reprend ainsi le pouvoir, seul, en 1994. En remerciement à l'Arabie, il se met à supprimer des droits qu'avaient les femmes, interdisant la mixité dans l'enseignement et supprimant l'âge minimum de mariage pour les femmes. Saleh brade les entreprises du sud en les offrant à ses proches, et laisse à l'abandon les services publics.

Ces pratiques vont développer un courant séparatiste intitulé Le Mouvement du Sud (al-Hirak). Celui-ci lance une vague de manifestations contre la corruption à l'été 2007 ; la répression, encore une fois, est brutale.

En 2011, l'impact de la révolution arabe touche en premier lieu Sanaa, la capitale, le 27 janvier Et c'est ensuite qu'il gagne le sud. Les manifestations vont se succéder durant tout mars et avril, malgré les tirs des policiers depuis le haut des toits. En mars, se produit une fissure dans l'appareil d'Etat : des ministres, un major-général de l'armée, al-Ahmad, déclarent leur soutien aux manifestants. C'est évidemment le fruit de la vague révolutionnaire, mais c'est peut-être aussi le résultat d'une pression américaine.

Mais nous n'avons pas encore parlé de la fameuse rébellion houthiste, telle que la nomment les journaux occidentaux. Elle est encore différente des autres mouvements, et se développe dans ce cadre très agité. Le mouvement houthiste est apparu en 2004, au nord du pays, le long de la frontière avec l'Arabie saoudite, au sein de la population chiite. Tout laisse à penser que ce mouvement n'est alors pas de nature religieuse, mais sociale et politique. La population est essentiellement rurale, pauvre, à l'abandon, et Saleh en suce le sang à coups d'impôts arbitraires. Au départ, c'est un mouvement et un parti politique chiite. C'est l'intrusion de l'Arabie sur son territoire qui va le pousser à former une rébellion armée.

C'est que des deux côtés de la frontière, les gens sont des chiites, et des deux côtés, ils sont zaïdites. Au début des années 2000, Ryad veut contrôler sa propre population chiite, dont une partie se trouve exactement de l'autre côté de la frontière – en fait, ces frontières sont absolument artificielles – et l'Arabie complète donc son travail en envoyant sur le territoire yéménite des prêcheurs salafistes, qui ouvrent des écoles au nord du Yémen, dans le but de convertir les jeunes chiites. Or le nord Yémen est chiite depuis très longtemps, et il a été dirigé par un imam chiite zaïdite de 897 à 1962.

Les houthistes se défendent, donc, en reprenant le contrôle de certains territoires. Ce qui leur vaut six attaques successives de l'armée yéménite, cette fois. Celle de 2009 va durer trois mois, et voit l'aviation saoudienne bombarder les villages chiites avec des bombes à fragmentation américaines. En 2009, on compte 150 000 personnes déplacées dans le pays, du fait de la répression.

Lorsque la révolution commence à Sanaa, les houthistes appellent à soutenir le mouvement, qui réclame le départ de Saleh. C'est donc une révolte de grande ampleur, qui affecte non seulement la capitale Sanaa et de nombreuses villes, mais tout le pays. On y réclame la démocratie, la fin du pouvoir unique (détenu par le Congrès général du peuple, le parti de Saleh), le départ de Saleh, de meilleures conditions de vie, la fin de la corruption.

Les mois qui suivent voient l'armée se fissurer, au lieu de suivre un camp ou l'autre ; des affrontements entre unités diverses ont lieu. Des manifestants réussissent ainsi à s'emparer d'une caserne et de son armement. Cette fois, c'en est trop pour Ryad. L'Arabie organise une conférence politique, avec la présence de tous les dictateurs du monde arabe, où il s'agit de régler les choses d'un commun accord. Nous sommes en novembre 2011. Il en sort que Saleh va céder la place, pour faire démocratique, mais rien d'autre : c'est son vice-président Abd Rabbo Mansour Hadi qui lui succèdera, en étant élu dans une élection où il sera seul candidat. On lui garantit l'immunité pour tout ce qu'il a commis, on ne touche pas à ce qu'il s'est mis dans les poches – 55 milliards d'euros, selon l'ONU -, il garde la direction du parti et une majorité au Parlement, élu huit ans avant. Sauf que cet arrangement grossier ne suffit pas à ressouder l'armée.

Saleh démissionne donc le 23 novembre 2011, après 33 ans de dictature. Son vice-président est élu en février 2012. Les Frères musulmans et les autres partis d'opposition vont accepter ce jeu. Seule, la Coalition révolutionnaire la dénonce.

Mais on n'en a pas fini avec Saleh. Mis sur la touche, il va tout simplement rejoindre les mécontents, les houthistes, ceux qu'il avait lui-même combattus entre 2003 et 2011. Pour affaiblir le nouveau président, les partisans de Saleh, toujours présents dans l'appareil d'Etat, vont s'amuser à abandonner une province du pays aux jihadistes, celle de Zinjibar, où la garnison est massacrée par ces islamistes.

Le calcul de Saleh est de renforcer les islamistes, en comptant sur eux pour aller battre ou affaiblir le régime en place, et pouvoir ensuite récupérer son propre pouvoir. Bachar el-Assad, on le voit, s'en inspirera à plus grande échelle en Syrie. Le nouveau président, Hadi, va dénoncer cette entente entre Saleh et al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA). Il va expulser le fils de Saleh, chef de la garde présidentielle, et ses neveux, ce qui va provoquer des attaques contre le ministère de la Défense (août 2012). Hadi tient bon face aux partisans de Saleh.

Mais le conflit va bientôt s'internationaliser. C'est que, depuis 2011, l'Iran a commencé à se mettre à soutenir les Houthistes. Pour Jean-Pierre Filiu, « *ils sont la première organisation politique du zaydisme en tant que tel, les acteurs zaydites ayant auparavant utilisé les relais tribaux ou, comme l'ex-président Saleh, les partis républicains. L'Iran se lance à partir de 2011 dans une campagne massive de soutien aux Houthistes, reconstituant leur milice en un équivalent local du Hezbollah libanais, dénommé Ansarullah (Les Partisans de Dieu)* ». Ainsi, le jeu de l'Iran va commencer à orienter le conflit sur une voie plus ouvertement religieuse.



En attendant, Saleh continue ses calculs sordides. Il se tourne maintenant vers Ansarullah, les milices houthistes ; ses proches leur ouvrent les portes de la capitale Sanaa en septembre 2014. Tous les révolutionnaires connus sont pourchassés. Hadi parvient à s'enfuir et installe son gouvernement élu à Aden. L'Arabie va le soutenir, l'Iran soutient la rébellion.

C'est donc ainsi, de par l'intervention de l'Iran et de l'Arabie, que le conflit devient une guerre entre Sunnites et Chiites. « *Dans un pays qui n'a jamais connu de conflit entre Sunnites et Chiites au cours de son histoire, les conditions sont désormais réunies pour un affrontement entre Houthistes (chiites) et jihadistes (sunnites), dont Saleh, nous dit Filiu, escompte bien sortir vainqueur en jouant sur les deux tableaux* ». Et il conclut surtout par ceci : « *L'Iran et l'Arabie ont contribué à enterrer la révolution au Yémen* ».

Les choses ne s'arrêtent pas là. Ansarullah, allié maintenant avec les fidèles de Saleh, a rallié à lui des tribus qui étaient laissées pour compte ; bien encadrée et armée, certains disent par des cadres du Hezbollah libanais, elle va facilement prendre la ville de Taez, en mars 2015. Le président Hadi doit alors se réfugier en Arabie saoudite. A ce moment-là, l'Arabie va décider de réagir comme jamais elle ne l'a fait. Cette fois, elle n'appelle pas les Américains, elle ne les prévient même pas. Elle monte une coalition militaire de dix pays sunnites. il n'est pas question pour elle de voir l'Iran gagner en influence à ses portes, dans son pré carré. C'est aussi une question de principe, d'image qu'elle veut donner au monde sunnite.

Et puis, l'Arabie sait qu'une minorité chiite vit chez elle, pas loin de la frontière avec le Yémen, dans la province orientale d'Ach-Charqiya. Il est hors de question de prendre le risque d'une contamination de la rébellion. Car, en Arabie saoudite, c'est aussi toute la région où se trouve le pétrole du royaume saoudien qui est occupée par une importante minorité chiite. Enfin, une rébellion victorieuse au Yémen pourrait également réveiller celle qu'il a fallu mater au Bahreïn, où le problème chiite est également présent, et où l'Arabie était intervenue pour écraser le soulèvement, vu par Ryad comme confessionnel.

Enfin, le Yémen serait un pays de plus sur une liste déjà bien trop longue aux yeux de Ryad : après le Liban où le Hezbollah et la Syrie proches de l'Iran ont joué un rôle considérable ; après l'Irak où le pouvoir a été offert aux chiites par les Américains ; après la bande de Gaza, où le Hamas, bien que sunnite, s'est dans un premier temps senti proche de l'Iran ; après la Syrie où l'Iran et ses soutiens maintiennent un El-Assad menacé par tout l'Occident ; et maintenant le Yémen : trop, c'est trop.

L'Arabie monte une coalition comprenant tous les pays sunnites du Golfe, Bahreïn, Koweït, Emirats arabes unis, mais également Egypte, Jordanie, Soudan, Pakistan et Maroc, et elle aura le soutien de la Turquie. Au total 150 000 soldats saoudiens et 100 avions de combat, dans le but de battre les houthistes et remettre en poste Hadi. Cette nouvelle guerre débute le 26 mars 2015. Elle a le soutien de l'Occident, Etats-Unis et France compris.

Mais rien ne dit qu'elle soit une partie de plaisir. Car, en réalité, l'Arabie n'a pratiquement pas de soutien au Yémen. Même chez les sunnites, l'Arabie a perdu le soutien de la confédération des Hached, proches des Frères musulmans, que Ryad combat partout depuis une vingtaine d'années. L'Iran, de son côté, s'est lancée dans des discours glorieux, se vantant d'avoir reconstitué l'Empire perse et de contrôler quatre pays arabes (Liban, Syrie, Irak, Yémen).

Il faut enfin ajouter qu'une telle guerre ne peut que favoriser les deux grandes organisations islamistes, Al-Qaïda et l'Etat islamique, - toutes deux sunnites, rappelons-le – et toutes deux présentes au Yémen. Elles sont très implantées dans certaines tribus sunnites. Al-Qaïda – AQPA-, en particulier, est violemment engagé contre le régime des Saoud en Arabie, qu'il considère comme impie, traître, usurpateur. Enfin, ajoutons que si le Yémen semble loin de la France, il faut savoir que les frères Kouachi, auteurs de la tuerie de Charlie hebdo à Paris, le 7 janvier 2015, ont été entraînés au camp yéménite d'al-Qaïda en 2011, alors que le dictateur Saleh offrait aux islamistes des pans entiers du pays.

• *EN ARABIE SAOUDITE*

Peu d'informations filtrent de ce qui peut agiter ou non l'Arabie saoudite, et les analyses sont rares également. Ce qui suit ne provient que d'une seule source, le périodique Moyen-Orient revue de géostratégie consacrée au monde arabo-musulman, et qui a publié un dossier sur le chiisme (juin-juillet 2010). Cela nous donne une première idée de la situation des chiites dans le pays.

On estime entre 17 et 20% de la population du pays le nombre de chiites en Arabie saoudite, soit environ 1 750 000 personnes. Les deux tiers vivent dans la région orientale, très exactement la plus grande réserve pétrolière du monde, avec 22% des réserves mondiales, qui produit 98% du pétrole d'Arabie saoudite, et ce sont des chiites duodécimains. Il s'en trouve aussi dans les grandes villes, Médine, Djeddah, Ryad. Enfin, une communauté de chiites ismaéliens réside dans le sud (Najran).

Selon Tawfiq al-Qaif, qui rédige l'article, la situation de ces chiites se serait quelque peu améliorée ces dernières décennies, par rapport à ce qu'elle avait pu être. Mais leurs droits sont dénigrés leur droit de culte et de croyance, d'expression et de publication ; on leur interdit l'accès aux postes de cadres moyens et supérieurs dans la fonction publique. La plupart des administrations leur sont totalement interdites. Mais les chiites n'y sont pas totalement absents non plus : dans le Conseil de la Région orientale, où les deux tiers des habitants donc sont chiites, sur les 14 membres nommés par le gouvernement, il y a un chiite. Dans le Conseil de la Shoura, sorte de parlement dont les membres sont nommés par le roi, il y a 5 chiites sur un total de 150 membres. Autre exception, cette fois à l'absence de chiites à la tête des grandes entreprises, il y a eu un vice-président chiite à la direction de la compagnie pétrolière Saudi Aramco.

Ces interdictions ne sont écrites nulle part. Elles sont une évidence. En effet, le roi lui-même, pour les wahhabites, est tenu de participer et veiller à la propagation de la foi. Et il semble donc naturel qu'il mène en permanence une lutte acharnée contre ceux qu'il considère opposants à cette croyance. L'élite politique du pays, elle, juge la doctrine wahhabite excellente en tant que moyen de protéger l'Etat et consolider sa base sociale. Quant aux religieux, ils voient toute demande de modifier l'ordre religieux en place comme un complot soutenu par l'Occident et quelques individus locaux en vue de marginaliser la religion, et de les éjecter de leurs postes d'influence et de pouvoir. Les wahhabites voient les chiites comme des hérétiques (partisans d'une doctrine qui s'oppose à la foi officielle) et des mécréants (personnes qui n'ont pas de religion). Résultat, de manière générale, en Arabie saoudite, les chiites ne relèvent pas d'un problème religieux ou social, mais d'un problème de sécurité nationale.

Deux raisons renforcent la méfiance envers les chiites : d'une part, bien évidemment, l'inquiétude envers l'Iran, que l'on voit comme une puissance expansionniste. D'autre part, le fait que la tradition chiite maintient ses institutions religieuses indépendantes de l'Etat, y compris d'ailleurs dans des pays où les gouvernements sont chiites. L'Iran a beau être dirigé par des religieux, les institutions religieuses, les écoles, les mosquées, etc. gardent une distance avec le gouvernement. Cette attitude est vue par le régime wahhabite comme suspecte.

De manière plus générale, le régime se vit comme en danger permanent. Lorsque se sont produits les attentats du 11 septembre, le gouvernement a découvert qu'il avait contribué à fabriquer un monstre pouvant le dévorer. Il a fallu revoir les alliances et les soutiens aux organisations islamistes dans le monde. De plus, une nouvelle élite politique est apparue, et elle presse le régime de se réformer. Mais les forces qui ne veulent rien bouger sont puissantes et nombreuses. Elles jouent toutes sur le danger chiite. Le principal politicien parmi les religieux wahhabites, le cheikh Safar al-Hawali, a réaffirmé son idée qu'un complot américain existait, visant à donner le pouvoir au monde chiite sur tout le monde musulman, en vue de démembrer le royaume saoudien et de liquider le wahhabisme. D'autres voix vont dans ce même sens : le roi Abdallah de Jordanie a déclaré en décembre 2004 que les chiites étaient en train de former un « *croissant chiite* » s'étendant de l'Iran au Liban, dans le cadre d'un complot destiné à faire basculer l'équilibre en place entre chiites et sunnites au Moyen-Orient. Hosni Moubarak a ajouté en avril 2006 que les chiites arabes étaient tous loyaux envers l'Iran et non pas envers leur pays d'origine.

Lorsque la révolution partie de Tunisie s'étend au monde arabe, dès février 2011, la monarchie saoudienne, en la personne du roi Abdallah, use de l'argent pour éteindre les risques de révoltes. Un premier de 36 milliards de dollars, suivi d'un autre de 93 milliards de dollars, sont déversés pour tuer dans l'œuf le « Jour de colère » qui était prévu au 11 mars 2011.

### *LES CHIITES, LE MONDE MUSULMAN, LE MOYEN-ORIENT ET L'OCCIDENT*

Avec les diverses situations que nous avons évoquées, nous commençons à voir comment le conflit chiites – sunnites s'entremêle avec d'autres enjeux, sans lesquels on ne peut comprendre bien des événements. On a vu dans la guerre Iran – Irak les chiites irakiens se battre loyalement contre les chiites iraniens, par patriotisme. On a vu le Hamas sunnite se développer avec le soutien de l'Iran chiite par solidarité de combat contre un ennemi plus puissant, Israël. On a vu les populations sunnites applaudir au succès du Hezbollah chiite contre Israël, pour la même raison.

Et il y a d'autres cas encore qui démontrent que la seule grille de lecture religieuse chiites contre sunnites est loin de suffire pour comprendre les positions des uns et des autres. Ainsi, l'Iran, sans doute pour ne pas déplaire à la Russie, s'est refusée à se mettre du côté des chiites azéris dans le conflit qui les oppose à l'Arménie chrétienne en Azerbaïdjan.

Il faut donc se méfier des apparences. Lorsqu'en Occident, on nous répète que la Syrie d'el-Assad est entre des mains alaouites, qui sont des chiites, et que son alliance avec l'Iran est donc naturelle, c'est un abus. La raison est ici tout sauf religieuse. Selon Jean-Pierre Filiu

(professeur en histoire du Moyen-Orient contemporain à Sciences Po, Paris) : « *L'alliance syro-iraniennne repose depuis 1979 sur des orientations stratégiques partagées, et non sur une affinité confessionnelle, les Alaouites n'étant pas plus chiites que les Mormons ne sont protestants* »

Nous dirons donc, pour résumer, que le conflit chiites – sunnites est bien une réalité, mais que cette réalité religieuse est très largement utilisée par les uns et les autres. Les sunnites s'en servent lorsqu'il s'agit de déconsidérer des adversaires. Les chiites sont capables de plus de largeur d'esprit, et peuvent répondre qu'eux, ne sont pas sectaires, que leurs actes cherchent au contraire à s'ouvrir à l'ensemble des musulmans.

Mais nous, nous ferons une distinction, essentielle : lorsque ce sont les Etats qui utilisent le fait religieux, c'est une manipulation au service de visées politiques, ou stratégiques, que cela cache. Par contre, le fait de penser que sa propre religion est dans le vrai, et l'autre dans l'erreur, est un fait sincère lorsque c'est la population qui l'exprime, et plus encore lorsque ce sont des opprimés qui le voient ainsi. Nous n'aurons donc pas à avoir les mêmes réponses aux idées et aux arguments selon les cas.

\*

Pour resituer le problème chiites – sunnites dans l'ensemble des enjeux, on peut dire de manière un peu grossière que le Moyen-Orient est traversé par la série suivante de conflits, d'enjeux de pouvoir et de problèmes. Actuellement, la bataille principale se joue et vise la domination au niveau de l'ensemble de la région. Et une double bataille est en cours : la première concerne la domination de la totalité du monde arabo-musulman, la seconde vise la recherche d'une position dominante au sein du monde sunnite d'abord.

La première bataille, celle de la domination sur l'ensemble du monde arabo-musulman, recouvre, pour l'essentiel, (mais nous l'avons vu, pas entièrement) la ligne du partage religieux chiites contre sunnites. D'un côté, on a l'Iran en chef de file (contrairement au camp sunnite, il n'est pas contesté dans son propre camp), avec lui l'Irak, la Syrie (à condition qu'elle reste aux mains d'el-Assad), plus le Hezbollah, et pour l'instant encore, le Yémen. En face de ce camp, il y a le reste du monde arabe.

Mais, en même temps, une course a lieu au sein du monde sunnite, pour sa suprématie. Cette course s'appuie sur un vieux rêve populaire qui date d'un siècle et plus, parmi les populations de la région, celui d'une unité politique globale du monde arabe, qui offrirait à la fois puissance retrouvée et vie meilleure. Dans cette course, l'Arabie saoudite est en pointe ; pour la première fois de son histoire, elle a mis en place une coalition militaire d'une dizaine de pays, tous sunnites, sans même consulter son protecteur théorique américain, pour aller mater la rébellion chiite du Yémen. L'Arabie a pour elle le pognon. C'est elle qui a financé l'Egypte des militaires une fois qu'ils ont renversé les Frères musulmans, faisant d'une pierre deux coups, car derrière ce renversement, c'est en même temps la révolution elle-même qui était étouffée.

A côté donc de l'Arabie saoudite, l'autre grand prétendant historique à la suprématie sur le monde sunnite, c'est l'Egypte. L'Egypte garde une nostalgie pour la période où son chef, Nasser, soulevait les masses du monde arabe, nationalisant le canal de Suez, avec des discours anti impérialistes tel celui-ci : « *La pauvreté n'est pas une honte, mais c'est l'exploitation des peuples qui l'est. Nous reprendrons tous nos droits, car tous ces fonds sont*

*les nôtres, et ce canal est la propriété de l'Égypte* ». L'Égypte actuelle de Sissi vise à redevenir une puissance en état de jouer le rôle dirigeant du monde sunnite.

Mais l'Égypte et l'Arabie ne sont pas seules à prétendre jouer les premiers rôles dans le monde sunnite ou arabo-musulman. Ces deux vieilles puissances régionales sont concurrencées par deux outsiders, la Turquie et le Qatar. La Turquie d'Erdogan se rêve en modèle moderne de l'islam et de l'islamisme, avec une réussite économique capitaliste qu'elle affiche comme telle. Le Qatar, petit pays mais gros stock de gaz, tout aussi wahhabite que l'Arabie, s'est amusé à la concurrencer. Il a commencé par récupérer les Frères musulmans que l'Arabie avait rejetés – du fait de leur soutien à Saddam Hussein lors de l'invasion du Koweït. Lorsque les révolutions arabes de 2011 ont commencé à mettre en place des Frères musulmans en Tunisie, et en Égypte, cela sembla l'heure de gloire pour le Qatar. Le Qatar, qui leur a fait de la publicité sur sa chaîne internationale al-Jazira. Le Qatar s'est également acheté le Hamas, histoire de pouvoir jouer aussi sur le problème palestinien.

Pour nuancer ce tableau des puissances qui se rêvent en dominatrices, où l'on a donc Iran, Arabie saoudite, Égypte, Turquie, Qatar, on précisera que l'opposition la plus forte, celle qui, à court terme semble la plus irréductible, c'est celle qui met face à face l'Arabie saoudite et l'Iran.

Mais, et ceci reste essentiel, il ne faudra jamais oublier non plus que, derrière les discours récurrents dans le monde arabe sur son unité, sur l'amour de tel ou tel dirigeant pour l'ensemble de ce monde, subsiste, en réalité, que chacun de ces pays agit bel et bien d'abord de manière nationale, selon un calcul politique, voire militaire, parfaitement égoïste et personnel. Un exemple : lorsque l'Arabie fait appel à la gigantesque coalition « *Tempête du désert* » pour attaquer Saddam Hussein qui vient de prendre le Koweït, on verra l'Égypte, la Syrie, envoyer de nombreuses troupes, chacun espérant secrètement donner un coup fatal à l'Irak.

Cela étant dit, tout ce jeu se complique avec la présence des acteurs nouveaux que sont les groupes islamiques, tels al-Qaïda et l'Etat islamique. Ces groupes ne sont pas tombés du ciel. Certes, ils visent la prise du pouvoir dans le monde arabe sunnite. Mais ils ont tous engraisé et ont largement bénéficié, pendant longtemps, des largesses des pouvoirs qu'eux-mêmes dénonçaient. L'Arabie saoudite, le Qatar, la Turquie, la Syrie, tous ces pays ont aidé, financé, voire armé ces groupes islamistes, à un moment ou à un autre. Et ils continueront de chercher des occasions de les utiliser à une fin égoïste et n'hésiteront pas à le faire s'ils en ont la possibilité. On a vu Bachar el-Assad préserver l'Etat islamique dans la guerre civile en Syrie, en comptant qu'il affaiblirait les autres opposants. On voit encore la Turquie en faire autant, cette fois, contre les Kurdes.

Pour tous ces Etats, les islamistes ont un gros avantage : ce sont des sunnites, et comme tels, on peut les utiliser avec profit contre le monde chiite. Mais si on peut les utiliser dans le monde sunnite, pour régler certains problèmes, on ne se l'interdit pas non plus. De ce point de vue, c'est en Syrie qu'on aura tout vu. On a vu la Turquie, le Qatar et l'Arabie saoudite fermer les yeux, voire aider, l'Etat islamique, dans l'espoir que celui-ci permettrait d'en finir avec Bachar el-Assad, ce qui isolerait l'Iran, affaiblissant le camp chiite. Mais ce calcul a été anéanti par un sur-calcul de Bachar. Bachar a aidé l'Etat islamique à se renforcer, lui a offert des régions entières, et l'Etat islamique a compris que son intérêt était alors de négliger le combat contre lui, et de se concentrer sur ses opposants. C'est ainsi que le califat a pu être proclamé.

Enfin, on ne peut pas ne pas ajouter un dernier enjeu, devenu évident depuis peu avec l'intervention militaire directe de la Russie dans la guerre civile syrienne. Ce sont cette fois deux des puissances militaires mondiales qui se font face, sans le dire. Poutine a entamé une campagne de bombardements, où il reprend exactement la stratégie d'el-Assad : éliminer tous les groupes qui pourraient servir à une solution politique ; donc préserver l'Etat islamique, et ainsi obliger à ne voir de solution qu'avec el-Assad lui-même.

Mais les Etats-Unis ne sont pas en reste. Sans rien dire, ils ont livré massivement du matériel assez sophistiqué aux combattants dirigés par des officiers qui ont quitté el-Assad, estampillés ASL, l'Armée syrienne libre, présentée comme modérée. Du coup, avec des missiles antitank BGM-71 TOW, pris sur des stocks de l'Arabie saoudite, sunnite en chef, livrés depuis la Turquie, sunnite encore, ces rebelles qu'on disait il y a peu en voie de disparition non seulement résiste aux tentatives d'el-Assad de desserrer l'étau avec le soutien des frappes russes, mais gagnent en popularité auprès de groupes comme Ahrar al-Sham, des salafistes, donc soutenus par l'Arabie saoudite, et même auprès des combattants d'al-Qaïda locale, le Front al-Nosra, encore et toujours des sunnites. En clair, on assiste à un début de guerre par procuration entre Américains et Russes en Syrie.

Et puis, on est obligés de dire deux mots de la participation française, puisque l'armée bombarde l'EI en Syrie depuis septembre 2015. Par ces bombardements, la France conforte d'abord dans la région les ennemis d'el-Assad, l'Arabie saoudite et la Qatar, avec lesquels elle est actuellement en très bons termes commerciaux. Elle veut également jouer un rôle dans le futur règlement du problème syrien, et il lui faut donc être « présente ». Et être présente, dans un monde de rapports de force, c'est être en guerre. Enfin, il y a aussi une dimension de puissance mondiale. Il s'agit de montrer aux yeux du monde que cette puissance est présente, d'autant qu'elle est capable de multiplier les fronts : il y a actuellement en cours le Mali, le Centrafrique, l'Irak et la Syrie.

\*

« *Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage* », a dit Jaurès. Et ce sont bien tous des pays capitalistes dont il s'agit, la religion étant secondaire en cette affaire. Ce qui se joue dans cette multitude de conflits armés qui dévastent la région, et dont les populations supportent les conséquences, c'est une nouvelle donne dans le partage des puissances régionales du monde capitaliste. Il est maintenant avéré que le gendarme du monde qu'étaient les Etats-Unis n'est plus ni craint ni obéi au doigt et à l'œil par beaucoup.

Bien sûr, on ne va pas encore jusqu'à les défier ouvertement – quoique c'est le cas des jihadistes et de l'Etat islamique. Mais, déconsidéré par les guerres d'Afghanistan et d'Irak, Obama réalise que le pari américain de développer une super armée est inefficace, et son utilisation délicate, quand elle n'est pas contre-productive.

En tout cas, les prétendants à la puissance régionale sont tous vent debout au Moyen-Orient, Arabie, Iran, Egypte, Turquie, Qatar. Et c'est eux qui mènent le jeu. Dans ce jeu, ils utilisent les vieilles cartes, et la carte religieuse a peut-être plus de sens dans la région que la carte patriotique. Et ils utilisent également les jihadistes, comme l'ont fait avec succès les Américains en Afghanistan. Tout au plus, les USA jouent encore un jeu d'arbitre. Et encore pas toujours, comme en Israël où le gouvernement outrepassa l'avis américain de plus en plus souvent. Ou en Arabie saoudite où on ne l'a pas consulté pour démarrer une nouvelle partie

au Yémen. L'impérialisme US espère pouvoir être plus efficace en se contentant de menacer de sa puissance, toujours réelle, s'économisant pour les moments où il faudra vraiment en user. Du coup, il accepte de laisser faire les uns et les autres, – la guerre de l'Arabie et de sa coalition au Yémen, les bombardements de Poutine - chose inimaginable avant le 11 septembre 2001.

## REVOLUTION ET CONTRE REVOLUTION DANS LE MONDE ARABE

Que faut-il penser de la révolution dans le monde arabe ? Qu'elle a échoué ? Qu'elle n'a fait qu'enfanter des partis islamistes au pouvoir, comme on l'a vu un moment avec la Tunisie, avec l'Égypte ? Ou pire, des guerres civiles, comme on le voit en Syrie, en Libye ? A moins qu'il faille mettre une croix définitive sur l'idée même de révolution, et pas seulement pour le monde arabe ?

Un ouvrage récent, *Les Arabes, leur destin et le nôtre*, écrit par Jean-Pierre Filiu, nous permet d'avoir une perspective historique qui donne une vue sur le cheminement sur le long terme des luttes d'émancipation dans le monde arabe.

Filiu commence par démonter l'idée, tenace en l'Occident - l'ancien colonisateur -, de l'arriération arabe en ce qui concerne la gouvernance politique. « *Les Arabes ont mené dans l'Égypte de 1919, écrit-il, une impressionnante campagne de désobéissance civile, longtemps avant que Gandhi ne popularise cette forme de mobilisation face à l'Empire britannique. Les mêmes Arabes ont connu, sous des formes différentes au Caire, à Beyrouth ou à Damas, des décennies de vie parlementaire, de pluralisme partisan et de presse dynamique.* »

Ce sont les colonisateurs qui vont faire taire les mouvements démocratiques naissants au début du 20<sup>ème</sup> siècle. On assiste à une série d'écrasements violents, en Irak en 1920, en Syrie en 1926, en Libye en 1931, en Palestine en 1939. Du coup, les mouvements qui vont alors pouvoir survivre, s'affirmer, seront moins démocratiques, souvent issus des milieux militaires. « *Les insurrections nationalistes favorisent les structures hiérarchisées, de type pyramidal et coercitif, calquées sur le modèle des chaînes de commandement militaires* ». Ce sont ces mouvements qui vont l'emporter, pousser les puissances européennes à accepter les indépendances.

Ce sera les Frères musulmans en Égypte en 1928, le Néo-Destour en Tunisie en 1934, le Baas en Syrie en 1947. « *Ces avant-gardes autoproclamées s'inscrivent en rupture avec la pratique parlementaire et la logique pluraliste des élites, stigmatisées comme "corrompues" (...) Le fait que les puissances coloniales se réclament (du) "monde libre" accentue le discrédit des valeurs politiques qui leur sont associées. Ces partis "modernes" ont beau participer aux élections, ils développent des branches paramilitaires, organisées clandestinement dans une perspective putschiste. La surenchère entre "islamistes" et "nationalistes", puis entre les différentes tendances du camp nationaliste, est bientôt la principale menace qui pèse sur les fragiles Etats nés des indépendances.* »

Une fois au pouvoir, on assiste, explique Filiu, à « *une indéniable volonté de revanche sociale dans la liquidation par ces militaires, issus de la petite bourgeoisie ou de la paysannerie déclassée, de l'héritage de l'élite nationaliste. Cette liquidation ne prend qu'un été dans l'Algérie saignée à blanc par la France, elle s'étale sur deux ans dans l'Égypte de 1952-1954, mais il faut une quinzaine d'années (dont trois d'occupation égyptienne) pour*

*éradiquer la tradition parlementaire en Syrie. La succession des coups d'Etat et la férocité des luttes de pouvoir opèrent une véritable sélection darwinienne au profit du plus implacable des intrigants, celui capable d'éliminer les compagnons de toute une vie ou d'accuser des révolutionnaires authentiques des pires compromissions. C'est ainsi que Nasser, Boumediene, Assad ou Kadhafi consolident leur pouvoir absolu ».*

*« Le grand détournement des indépendances arabes, opéré par les coups d'Etat de 1949 à 1969, entraîne une régression intellectuelle absolument tragique », conclut Filiu. Lorsque Khomeiny prend le pouvoir en Iran, en 1979, défiant les Etats-Unis, l'islamisme paraît soudain une solution. « Une génération de militants arabes, nous dit Filiu, longtemps acquise au nationalisme voire au marxisme, se rallie alors à l'islamisme le plus flamboyant, moins par conviction religieuse que par volonté d'effacer les défaites passées. »*

Rien de tout cela, il faut l'ajouter, ne gêne les puissances occidentales. Lorsqu'en 1991 l'Irak massacre les Irakiens, que les Etats-Unis avaient poussé à se soulever, personne ne bouge. Lorsque Assad fait de son armée la force d'occupation qui règle le problème libanais, l'Occident ne bouge pas.

Bientôt, les dictateurs arabes vont trouver une nouvelle carte pour faire durer leurs pouvoirs, et l'Occident, toujours, accepte : le danger islamiste, le danger terroriste. C'est l'Algérie qui met au point cette nouvelle manière de justifier le maintien pour l'éternité de la dictature sur les populations. On accepte la dictature des militaires en Algérie, parce que, sinon, il y a le danger du FIS. Idem en Tunisie, avec Ben Ali, et ainsi de suite.

Pour ce qui est de l'Algérie, Filiu rappelle le chiffre officiel des militaires, de quelque 150 000 morts. *« Les bourreaux, qu'ils soient militaires ou jihadistes, se sont mutuellement pardonné. Comme au Liban en 1990, la "guerre civile" s'achève sur une amnistie aussi choquante que l'amnésie volontaire qui la sous-tend. Il y a incontestablement un vaincu, le peuple, et des vainqueurs, les seigneurs de la guerre de toutes tendances, dont les trafics ont prospéré dans le pays dévasté. Il est significatif de ce point de vue, pointe Filiu, que le secteur des hydrocarbures ait été épargné jusqu'au plus fort du conflit : jamais un seul attentat n'a visé les installations de la première industrie du pays, ni les pipelines qui le traversent sur des milliers de kilomètres ».*

Lorsque Bush, le fils, lance sa guerre contre la terreur, estime Filiu, *« c'est une autre forme de "grand détournement" des luttes arabes » qui commence. Ce détournement ne peut fonctionner que si le pays visé par le 11-septembre accrédite cette fable »,* selon laquelle Ben Laden serait un résistant arabe. Immédiatement, les dictateurs, que ce soit Khadafi, Ben-Ali ou Moubarak vont comprendre tout l'avantage qu'ils peuvent tirer de participer à ce nouveau grand jeu et tous proposent leurs services pour aider Washington dans sa guerre contre le terrorisme. Ceci, bien sûr, pour plaire à Bush, recevoir de lui des aides éventuelles, mais avant tout parce que cela les place parfaitement en situation de dénoncer tous leurs opposants comme de dangereux terroristes, actuels ou en voie de l'être.

Ce détournement va pouvoir fonctionner une décennie durant. Mais en 2011, c'est la révolution arabe ! Les revendications démocratiques bourgeoises, toutes celles qui ont été mises sous le boisseau par les colonisateurs, puis par les militaires et autres dictateurs, populaires ou non, toutes ces revendications sont là, criées dans toutes les capitales du monde arabe. Et, fait notoire, le soi-disant danger islamiste est absent. Les islamistes sont des étrangers à ce mouvement révolutionnaire. Et les masses en révolution ne pensent même pas à



la religion. Religion et Révolution sont antinomiques. C'est la contre-révolution qui remet en selle les visions religieuses.

Si en Tunisie, en Egypte, les Frères musulmans ont commencé par emporter les premières élections qui ont suivi la révolution et le renvoi de Ben Ali et de Moubarak, c'était normal et prévisible, et ce n'était en rien une preuve d'un caractère réactionnaire de la révolution. C'était dû, au fond, au système électoral démocratique bourgeois lui-même. Car il ne reflète qu'avec du retard les changements qui ont lieu en profondeur dans le cœur des masses. Il aurait fallu, sinon, mettre en place un système de démocratie directe révolutionnaire : *« Il était acquis que les partis islamistes remporteraient le premier scrutin de la transition démocratique, du fait de l'ancienneté de leur appareil et de leur capacité à mobiliser le vote protestataire. L'enjeu (...) nous dit Filiu, est le scrutin suivant, où le choc des réalités et l'exercice gouvernemental peuvent être fatals aux islamistes ».*

*« Fatals aux islamistes »*, ils l'ont été. Les islamistes, élus « démocratiquement » - selon le mode bourgeois de démocratie - en Egypte comme en Tunisie, après vérification de leur action une fois placés au pouvoir, ont été rejetés par le mouvement révolutionnaire. D'abord, en Egypte, une vague de manifestations monstres a exigé le départ de Morsi. (Et c'est à ce moment-là qu'un coup d'Etat militaire déguisé en soutien au mouvement révolutionnaire, a réussi à étouffer la révolution). Puis en Tunisie où, sans attendre de nouvelles élections, la révolution a forcé le parti islamiste Ennahda à décider de quitter le gouvernement. Là, les choses se sont stabilisées, heureusement, sur un plan plus démocratique, les islamistes étant revenus cette fois très minoritaires, et surtout dans un gouvernement élu sur des bases clairement laïques.

La contre-révolution prend de nombreux visages. Et elle peut aussi prendre aussi celui du combat des chiïtes contre sunnites. Ce problème chiïtes sunnites peut être utilisé pour forcer un mouvement à prendre position dans un sens ou dans l'autre, donc dans un sens religieux, ce qui est un moyen de dévier des revendications révolutionnaires, qui sont au contraire neutres ou égalitaires sur le plan religieux. C'est ce qui s'est passé à Bahreïn, lorsque l'Arabie a envoyé ses troupes. C'est ce qui se passe aussi lorsque l'Iran envoie les siennes au Yémen.

L'Arabie est intervenue, plus discrètement, au Maroc et en Jordanie, en leur proposant de rejoindre son club très fermé, le Conseil de Coopération des Etats du Golfe, jusqu'alors réservé aux pétromonarchies. Partout, l'Arabie finance les salafistes, comptant ainsi les contrôler ; ainsi naissent en Tunisie, en Egypte, au Yémen, en Libye, des groupes Ansar al-Charia. Christophe Ayad, dans Le Monde du 14 janvier 2014, écrit, sous le titre : *« Le "grand jeu" de l'Arabie saoudite pour étouffer les printemps arabes »* : *« Le 14 janvier 2011 (...) seule l'Arabie saoudite réalise combien ce qui vient de se passer en Tunisie la menace. Pendant trois ans, le pouvoir saoudien va se dépenser sans compter pour endiguer la vague des révolutions arabes ou la mettre au service de ses ambitions régionales. En Egypte, la monarchie a remis en selle les militaires à coups de pétrodollars pour étouffer les Frères musulmans et les révolutionnaires. En Syrie, elle soutient les rebelles pour mieux contrer l'Iran (...) La Tunisie est désormais le seul pays du printemps arabe à poursuivre une transition démocratique. Tous les autres ont sombré dans le chaos sécuritaire ou confessionnel (Syrie, Libye, Yémen) ou dans des régressions autoritaires (Egypte, Bahreïn). Le "printemps arabe" a changé de nature : il est devenu le théâtre d'un immense bras de fer stratégique et confessionnel entre le "croissant chiïte", dirigé par l'Iran (et comprenant l'Irak, la Syrie et le Hezbollah au Liban), et l' "axe sunnite", sous la houlette de l'Arabie*

*saoudite. (...) L'Iran chiite, en plein rebond, et le Royaume sunnite à la recherche de sa puissance de jadis. L'heure est à la fuite en avant. »*

Pour conclure, nous dirons juste que la révolution arabe de 2011 a bel et bien été la preuve que la révolution n'est pas morte. Elle s'est montrée bien vivante, et pas n'importe où, dans un monde où les populations sont traquées sous les dictatures, sous les croyances, sous les puissances étrangères, locales et mondiales. Cela fait beaucoup de choses à comprendre, à affronter.

La révolution de 2011 s'est produite sans qu'aucun parti – au sens large d'une ensemble d'individus, ou même d'un courant d'idées - révolutionnaire ne soit présent, en situation d'influer sur le sens des événements. N'étaient présents, libérés de prison et auréolés d'une image de martyr, que des partis religieux, et quelques personnalités, démocrates bourgeois peu radicaux. Mais une génération entière, à l'échelle du monde arabe, c'est-à-dire quelque chose comme un milliard d'habitants, a vu la révolution en chair et en os, a parfois connu la création spontanée de comités dans une population qui n'avait jamais même entendu parler de cette possibilité, a vécu les moments de victoire contre des régimes féroces, hautains, surarmés.

Il manquait ce qui manque forcément lors de la première vague révolutionnaire, une vision juste et complète de la situation, des amis et des faux amis, une connaissance et une foi dans les possibilités mêmes du mouvement, une compréhension des limites des modèles proposés, celui de la démocratie à l'occidentale, notamment. Par-dessus tout, il a manqué une confiance dans le mouvement lui-même, dans les solutions qui ne viennent que de sa propre existence et de sa propre organisation.

La première vague avait forcément des limites : le peuple arabe avait les yeux bandés depuis un siècle, et ne pouvait pas connaître l'ensemble de ses adversaires. Mais en 2011, il a ouvert les yeux et il a vu. Beaucoup a été appris. En Russie, ne l'oublions pas, la première vague révolutionnaire, en 1905, n'a pas abouti. Puis celle de 1917 a tout emporté.

## *BIBLIOGRAPHIE*

---

- Gilles Kepel : Fitna, guerre au cœur de l'Islam  
Gallimard 2004
- Martine Gozlan : Sunnites Chiites, Pourquoi ils s'entretuent  
Seuil 2008
- Antoine Sfeir : L'islam contre l'islam, l'interminable guerre des sunnites et des chiites  
Le Livre de Poche 33399, Grasset 2013
- Mohammad Ali Amir-Moezzi, Christian Jambet : Qu'est-ce que le shî'isme ?  
Lexio, Les éditions du cerf 2014
- Anne-Clémentine Larroque : Géopolitique des islamismes  
Que sais-je ? n° 4014, Presses Universitaires de France 2014
- Jean-Pierre Filiu : Les Arabes, leur destin et le nôtre, Histoire d'une libération  
La Découverte, 2015
- Chris Harman : Une histoire populaire de l'humanité  
La découverte poche n°420, 2015
- Moyen-Orient 06, Chiisme, spécificités, revendications et réformes,  
juin-juillet 2010
- Judith Palmer harik : Le hezbollah, le nouveau visage du terrorisme  
ViaMedias 2004-2006
- Aude Signoles : Le Hamas au pouvoir, et après ?  
Milan actu 2006
- Lutte de Classe n° 169 : Yémen, les bombes saoudiennes et les faux prétextes  
édité par Lutte Ouvrière, juillet – août 2015
- Gérard Chaliand : La question kurde à l'heure de Daech  
Seuil, mai 2015
- 
- Jean-Christophe Victor : Géopolitique du chiisme  
Le Dessous des cartes, 2007
- William Karel : Le monde selon Bush  
(film, 2003)



lib.utexas.edu/

octobre 2015